

INSTITUT C.D. HOWE



C.D. HOWE INSTITUTE

UN **CANADA** PLUS FORT



RAPPORT ANNUEL 2024

NOTRE MISSION

L'Institut est un organisme indépendant à but non lucratif, dont la mission est d'élever le niveau de vie en favorisant l'adoption de politiques publiques saines sur le plan économique. Généralement considéré comme le groupe de réflexion le plus influents, l'Institut est une source digne de foi de connaissances indispensables en matière de politiques au Canada; il se distingue par sa recherche non partisane, fondée sur des faits et revue systématiquement par des experts chevronnés.

CE QUE DISENT NOS AMIS

LEADERS EN POLITIQUES PUBLIQUES

« Que l'on soit d'accord ou non avec l'orientation d'une étude de l'Institut C.D. Howe, la qualité de son travail et son impact sur les politiques publiques sont indéniables. »

– Paul Martin

« Le travail de l'Institut C.D. Howe est indispensable pour la nation. »

– Stephen Harper



CHEFS D'ENTREPRISE

« L'Institut C.D. Howe est reconnu pour ses contributions à la politique publique. Il a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de politiques canadiennes qui ont mené à la croissance et à la prospérité. »

– Kathleen Taylor

« L'Institut C.D. Howe est la meilleure salle commune au pays. »

– David Dodge



NOTRE LEADERSHIP

« Pourquoi devrions-nous appuyer l'Institut? Parce que ce n'est que grâce à l'appui de la société civile qu'une voix indépendante comme l'Institut C.D. Howe peut survivre. »

– Hélène Desmarais

« Le travail de l'Institut fait sans aucun doute du Canada un meilleur pays pour nous tous. »

– Aaron Regent

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2024

PRÉSIDENT

Hugh L. MacKinnon, K.C.

Président émérite, Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

VICE-PRÉSIDENTS

Blake C. Goldring, C.M., O.Ont., M.S.M., CD

Président exécutif, AGF Management Limited.

Aaron W. Regent, FCPA, FCA

Président du conseil et chef de la direction, Magris Performance Inc.; président du conseil, Banque Scotia

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

William B.P. Robson

Institut C.D. Howe

ADMINISTRATEURS

Éric Bédard

Associé/Associé directeur, région du Québec, Fasken

Scott Burns

Président du conseil, BURNCO Group of Companies

Heather Chalmers

Présidente et chef de la direction, GE Vernova Canada, présidente, GE Vernova – Hydro Amérique du Nord

Bert Clark

Président et chef de la direction, Investment Management Corporation of Ontario (IMCO)

Brad W. Corson

Président du conseil, président et chef de la direction, Compagnie Pétrolière Impériale ltée

Hélène Desmarais, C.M., O.Q.

Présidente-directrice générale, IVADO Labs

Laura Dottori-Attanasio

Présidente et chef de la direction, Element Fleet Management Corp.

Rick Ekstein

Président et chef de la direction, Phaze 3 Management Inc.

Heather Evans

Directrice générale et chef de la direction, L'Association canadienne d'études fiscales

Louis Gagnon

Président des activités canadiennes, Intact Corporation financière

Bruce Gordon

Président, Financière Manuvie Canada

Paul J. Hill, C.M.

Président du conseil, président et chef de la direction, Harvard Developments Inc., A Hill Company

Rosanne Hill Blaisdell

Présidente et chef de la direction, Harvard Developments Inc., A Hill Company

Brian K. Johnston, CPA, CA

Administrateur de sociétés

Anna Kennedy, FCPA, FCA

Administratrice de sociétés

Cyrus Madon

Président exécutif, capital-investissement, Brookfield Asset Management Inc.

Ronald P. Mathison

Président du conseil, Matco Investments Ltd.

Marcia Moffat

Directrice générale – Chef de pays pour le Canada, BlackRock

Gilles G. Ouellette

Président du conseil, Gestion de patrimoine, BMO Groupe financier

Geoff Smith

Président exécutif, EllisDon Inc.

Stephen Smith

Président et chef de la direction, Smith Financial Corporation

Jonathan Tétrault

Associé directeur, Sagard Holdings



MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

HUGH L. MACKINNON, K.C.

La promotion de politiques publiques économiquement saines est essentielle pour bâtir un Canada plus fort. Elles nous permettent d'exploiter pleinement le potentiel de notre pays et d'améliorer le niveau de vie des Canadiens. Comme le démontrent les pages du rapport annuel 2024, le travail de l'Institut C.D. Howe est sans égal à cet égard.

Dans un contexte d'incertitude accrue avec notre principal partenaire commercial, l'Institut a continué, en 2024, de concentrer ses recherches sur les moyens dont dispose le Canada pour renforcer son économie et sa position mondiale. Il a publié des documents sur la voie à suivre par le gouvernement fédéral pour atteindre l'équilibre budgétaire et alléger l'impôt sur le revenu afin de stimuler la croissance, sur notre productivité médiocre, sur un plan d'action national pour la chaîne d'approvisionnement et sur le renforcement des lois commerciales afin de faire face aux nouvelles menaces mondiales. L'équipe de recherche de l'Institut s'est également penchée sur des questions importantes telles que la manière dont notre pays peut accélérer la prise de décisions relatives aux grands projets, mieux exploiter les talents de nos immigrants et stimuler la recherche et le développement.

L'engagement de l'Institut C.D. Howe envers les enjeux les plus importants auxquels fait face le Canada a également été mis en évidence lors d'événements prestigieux et captivants. Son débat Regent annuel a réuni des collègues, des membres et des amis pour discuter de la possibilité que le Canada transforme une deuxième présidence Trump d'une menace en une occasion pour notre pays. Les dîners-conférences de l'Institut ont également approfondi ces thèmes grâce à des conférenciers et à des sujets consacrés à la sécurité nationale du Canada, aux dépenses de défense et au renouvellement de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique en 2026.

Les Canadiens ont plus que jamais besoin de l'Institut C.D. Howe, et je suis fier d'être président de son conseil d'administration.

Je tiens à remercier les membres du conseil d'administration, le personnel, les membres et les chargés de recherche de l'Institut pour tout le travail qu'ils accomplissent. Les temps sont durs, mais grâce à votre engagement envers le Canada, je sais que nous forgerons une nation plus forte.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Hugh L. MacKinnon, K.C.

Président du conseil, Institut C.D. Howe



MOT DU PRÉSIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL

WILLIAM B.P. ROBSON

Les événements récents ont aggravé les inquiétudes économiques chroniques du Canada. Après avoir enduré une décennie marquée par la faiblesse des investissements et la lenteur de la croissance, les Canadiens voient aujourd'hui l'agressivité économique des États-Unis depuis la réélection de Donald Trump à la présidence atteindre un niveau rarement égalé au cours de notre vie. L'Institut C.D. Howe a répondu. Les origines de l'Institut remontent à une période de tensions commerciales et financières importantes entre le Canada et les États-Unis, il y a plusieurs décennies. Son engagement envers un dialogue et une recherche éclairés, courtois et non partisans est plus important que jamais, alors qu'il se réengage dans les défis et les solutions internationaux et nationaux qui peuvent rendre le Canada plus fort.

Les menaces du président Trump ont ajouté un sentiment d'urgence aux thèmes que nous défendons depuis des années, à savoir la promotion de la recherche fondée sur des données probantes afin de stimuler la productivité du Canada, d'améliorer le niveau de vie et de renforcer notre résilience économique. En 2024, nous nous sommes attaqués à l'inflation et à la politique des taux d'intérêt, nous avons mis en lumière la transparence budgétaire, nous avons examiné les risques pour la sécurité nationale dans les chaînes d'approvisionnement et nous avons proposé des réformes du système de santé, telles que le recours accru au personnel infirmier praticien. Nous avons également poursuivi nos efforts en faveur de politiques d'immigration qui accordent la priorité aux travailleurs qualifiés dont l'économie canadienne a besoin. Tout récemment, nous avons mis sur pied un groupe de travail sur la crise commerciale, qui réunit des chefs d'entreprise, des économistes et d'anciens décideurs de haut rang afin d'élaborer des stratégies pratiques pour traverser la période de turbulence que connaît actuellement le commerce à l'échelle nord-américaine et mondiale.

Les décideurs et les leaders d'opinion en ont pris note. En 2024, l'Institut a obtenu plus de mentions dans les médias et d'articles d'opinion dans *The Globe and Mail* et le *National Post* que tout autre groupe de réflexion canadien. Grâce aux médias sociaux, nos idées ont atteint des millions de personnes. Les représentants élus et les fonctionnaires à tous les niveaux du gouvernement et à l'échelle internationale ont sollicité notre avis sur des questions allant du commerce à la politique fiscale, en passant par la réglementation financière et la politique de la concurrence. Nous avons fait part de notre point de vue lors d'audiences parlementaires, de réunions avec des ministres des Finances, de consultations avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international, ainsi que lors de conférences organisées par la Banque du Canada, l'UQAM, le CIRANO et d'autres institutions universitaires et politiques de premier plan.

Nos événements ont continué d'offrir des plateformes uniques pour l'échange d'idées et d'analyses. Le débat Regent est revenu à guichets fermés avec plus de 400 invités entassés dans la salle de concert du Fairmont Royal York pour un débat animé sur la question de savoir si le Canada pourrait transformer une présidence Trump d'une menace en une occasion.



De gauche à droite : William B.P. Robson., Kelly Craft, David MacNaughton et Gary Doer

Nous avons réuni des experts pour discuter de la dette publique problématique du Canada, avec des conférenciers tels que le directeur parlementaire du budget, Yves Giroux, et le chroniqueur Andrew Coyne. Nous avons collaboré avec le Macdonald-Laurier Institute afin de réunir des leaders en matière de politique énergétique, notamment John Manley, Jean Charest et Lisa Raitt, dans le but d'étudier la nécessité et les approches à adopter pour produire et transporter les ressources énergétiques dont les Canadiens et le monde ont besoin.

Nous nous sommes également concentrés sur l'avenir numérique du Canada. Une conférence sur la cybersécurité, organisée conjointement avec Mastercard Canada et l'Université de Waterloo, a exploré les liens entre innovation et sécurité, jetant ainsi les bases de nouvelles recherches sur le rôle de l'intelligence artificielle dans la promotion de l'innovation et de la croissance au Canada.

Nous avons mobilisé les Canadiens par l'entremise de notre CDHI Podcast avec Michael Hainsworth et de tables rondes, webémissions et autres conférences de calibre mondial. Nous avons entendu des voix influentes comme Victor Dodig, chef de la direction de la Banque CIBC; Guy Cormier, chef de la direction du Mouvement Desjardins; le chef d'état-major actuel et l'ancien chef d'état-major de la Défense, la générale Jennie Carignan et le général Rick Hillier; l'ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada, Timothy Lane; Michael McCain, président exécutif des Aliments Maple Leaf; David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères; Michelle DiEmanuele, secrétaire du Cabinet de l'Ontario; neuf ministres et sous-ministres fédéraux; et l'ancien premier ministre Stephen Harper.

Nous avons également accueilli huit ambassadeurs, dont Madeleine Chenette, ambassadrice du Canada à l'OCDE, Natalka Cmoc, ambassadrice du Canada en Ukraine, et David L. Cohen, ancien ambassadeur des États-Unis au Canada, qui ont offert des perspectives uniques sur l'économie et la politique mondiales et leurs répercussions sur la politique étrangère et la prospérité du Canada.

Grâce à la contribution de nos membres et de nos partisans, l'Institut C.D. Howe a entamé l'année 2025 plus fort que jamais, prêt à relever les défis nationaux et internationaux de la deuxième moitié des années 2020. Notre travail n'a jamais été aussi important et notre expertise n'a jamais été aussi pertinente. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui ont rendu possible le succès de l'Institut C.D. Howe en 2024.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

William B.P. Robson
Président-directeur général

VOS DONNS PHILANTHROPIQUES À L'ŒUVRE EN 2024

GROUPE DE RÉFLEXION LE PLUS PRIMÉ

L'Institut est le premier groupe de réflexion sur la politique économique du Canada dans les classements mondiaux de *Research Papers in Economics (IDEAS/RePEc)* et du *Think Tanks and Civil Societies Program (TTCSP)*. Il a remporté six prix Douglas Purvis pour l'excellence de ses textes sur la politique économique canadienne.

PRODUITS ESSENTIELS



71

événements exclusifs
à huis clos

29

réunions de conseils
sur les politiques



55

études et rapports
de haute qualité en
politiques publiques

190

Notes de
renseignement

STIMULER LES DÉBATS



180

mentions dans *The Globe and Mail* et le *National Post*

Plus de 6 000

mentions dans les
médias sociaux

Plus de 843 000

vues des pages du
site Web

Le groupe de réflexion le plus souvent cité dans *The Globe and Mail* et le *National Post*, les deux quotidiens nationaux du Canada.

DONS ET SUBVENTIONS IMPORTANTS EN 2024

Merci de rendre notre travail possible.

L'Institut C.D. Howe dépend du soutien caritatif pour réaliser sa mission. Nos ressources sont modestes. Nous n'avons jamais reçu ni fondations dans les huit chiffres ni subventions gouvernementales pluriannuelles majeures. Tous les dons sont purement philanthropiques : l'Institut n'accepte aucun don accompagné d'une demande de résultat prédéterminé ou nuisant de toute autre façon à l'autonomie de son personnel et de ses auteurs.

Les dons importants ciblés et les commandites d'événements permettent à nos partisans d'augmenter les capacités de l'Institut en matière de recherche et de diffusion dans des domaines d'intérêt spécifiques. Ils viennent compléter la campagne d'adhésion annuelle, renforçant l'Institut et lui permettant de recruter des chercheurs et de soutenir des programmes qui améliorent sa capacité à élaborer des solutions innovantes aux défis en matière de politique tout en assurant son indépendance.

Nous tenons à remercier les partisans suivants :

Dons importants provenant de particuliers

Clark Family Foundation
Maureen Farrow
Briar Foster
John et Rebecca
Horwood

Johnston Family
Foundation
The Hugh and Laura
MacKinnon Family
Foundation

John Manley
The Regent Family
Foundation
The Wilson Foundation

Subventions majeures de la part d'organisations

Accenture
Alto
Amazon Canada
Amgen Canada Inc.
Bennett Jones
S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Blue Deer Capital
Partners Inc.
Association des
banquiers canadiens
Canadian Business
Growth Fund

Association canadienne
des coopératives
financières
Association canadienne
des compagnies
d'assurance de
personnes inc.
Compagnie des chemins
de fer nationaux du
Canada
Association canadienne
de l'immeuble

Collaborative Canadian
Energy Solutions
Crabtree Foundation
Fondation canadienne
Donner
Edwards Lifesciences
(Canada) Inc.
Exportation et
développement Canada
Fitzrovia
GE Vernova Canada
Google Canada

Bureau d'assurance du
Canada
Institut des fonds
d'investissement du
Canada
The Petman Foundation
Fondation John Dobson
Johnson & Johnson
MedTech
Lotte & John Hecht
Memorial Foundation
Mastercard Canada
Fondation Max Bell

DÉBATS REGENT

Les débats Regent ont rattrapé le temps perdu en raison de la pandémie avec deux débats à guichets fermés à l'automne 2023 et 2024, chacun s'attaquant à un enjeu crucial auquel sont confrontés les décideurs canadiens. L'actualité des enjeux, la qualité des conférenciers et l'énorme soutien de notre commanditaire Aaron Regent ont fait des débats le point culminant du calendrier de l'Institut et l'un des événements incontournables de l'automne à Toronto.

Le débat Regent réunit un groupe d'importants leaders d'opinion et décideurs qui débattent des aspects positifs ou négatifs d'une proposition choisie en rapport avec les politiques publiques canadiennes. Chaque débat est évalué par un jury composé de Canadiens éminents, dont les votes sont comparés à ceux du public avant et après le débat.

Le mardi 24 septembre 2024, nous sommes retournés au Royal York pour une confrontation dramatique sur les répercussions du retour potentiel de Donald Trump à la Maison-Blanche.

La motion était simple et claire : « *Be It Resolved: Canada can turn a Trump presidency from a threat into an opportunity* ».

Les places pour ce sixième débat Regent se sont vendues plus rapidement que toutes les éditions précédentes. Tout le monde dans la salle comprenait les enjeux. Compte tenu de l'incertitude entourant les résultats de l'élection, les dirigeants canadiens devaient être prêts à faire des affaires, à établir des partenariats, ainsi qu'à faire progresser nos intérêts et à les défendre.

Les conférenciers ont apporté une combinaison unique de perspectives et d'expertise. Le 55^e gouverneur du New Jersey, Chris Christie, a plaidé en faveur de la motion aux côtés de l'auteur et homme d'affaires Conrad Black, tandis que l'ancien vice-premier ministre John Manley et la dirigeante politique et d'entreprise Martha Hall Findlay ont plaidé contre.

Le débat a parfois été houleux et intense, mais il est néanmoins resté courtois (une caractéristique de cette série de débats), Manley et Hall Findlay remettant en question le caractère du 45^e (et, comme on allait le découvrir, du 47^e) président des États-Unis et la grossièreté de son discours, tandis que Christie et Black se sont concentrés sur les possibilités économiques et stratégiques que les gouvernements canadiens pourraient saisir en collaborant avec l'administration Trump. De nombreux invités ont déclaré que ce débat était le plus captivant et le plus mémorable à ce jour, et le sujet n'a fait que gagner en pertinence depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier.

Dans son allocution lors du sixième débat, Regent a déclaré : « Dans trop d'endroits à travers le monde, un débat sérieux sur des questions importantes est pour le moins difficile. Cette série de débats montre qu'en tant que Canadiens, nouveaux et anciens, nous sommes capables de nous rassembler, au-delà des clivages politiques, pour discuter de questions importantes de manière impartiale et respectueuse, et pour prendre en considération différents points de vue. Nous sommes ici pour apprendre. »

L'Institut est profondément honoré de s'associer à Aaron Regent pour continuer à faire des débats Regent le point culminant du calendrier des événements de l'automne.



En haut : Le sixième débat Regent – *Be it Resolved: Canada can turn a Trump Presidency from a threat into an opportunity*

En bas de gauche à droite : Aaron Regent, John Manley, Martha Hall Findlay, Conrad Black, Chris Christie et William B.P. Robson

CONFÉRENCES EN 2024

CONFÉRENCE SUR LA DETTE PUBLIQUE :

Le jeudi 30 mai, l'Institut a réuni des experts de premier plan et des Canadiens inquiets pour une discussion rigoureuse sur l'avenir financier du Canada. Le titre de la conférence, « Does Canada have a Debt Problem », a reçu une réponse clairement affirmative, les intervenants, dont Yves Giroux, directeur parlementaire du budget, et Andrew Coyne, chroniqueur au *Globe and Mail*, mettant en garde contre les défis importants à venir. Cependant, la discussion s'est rapidement tournée vers des solutions et l'esquisse des réformes politiques et des cadres budgétaires nécessaires pour ralentir la croissance de la dette publique, surmonter le biais en faveur du déficit et préserver l'équité intergénérationnelle.

L'incidence de la conférence s'est étendue grâce à une série de recherches et de publications menées par John Lester, chargé de recherche invité, et Alexandre Laurin, vice-président et directeur de la recherche, dans le but d'orienter le débat public à l'approche des élections fédérales.

L'Institut est reconnaissant de l'appui de la Fondation Max Bell qui a rendu possible cette conférence.



CONFÉRENCE SUR L'ÉNERGIE :

Au printemps dernier, l'Institut C.D. Howe s'est associé à l'Institut Macdonald-Laurier pour organiser « Unleashing Canada's Potential: A Collaborative Energy Policy Dialogue ». Cette collaboration entre deux des principaux organismes de recherche en politiques publiques du Canada a réuni des intervenants du secteur de l'énergie, de la finance et du gouvernement afin de mener une analyse approfondie des choix stratégiques dont dispose le Canada dans un contexte marqué par les risques géopolitiques, les changements climatiques et l'inquiétude économique. Gerald Protti, chargé de recherche principal à l'Institut C.D. Howe, et président fondateur de Collaborative Canadian Energy Solutions, a rassemblé une large coalition de bailleurs de fonds pour soutenir cet événement unique.

Parmi les conférenciers figuraient John Manley, Jean Charest, Lisa Raitt, Robert Johnston, David Dodge et Jack Mintz, entre autres experts et leaders en matière de politiques. Un large éventail de points de vue a été exprimé, mais les participants et les conférenciers étaient unanimes quant à leur objectif de promouvoir la croissance économique et d'améliorer le niveau de vie de tous les Canadiens grâce à l'exploitation et à l'utilisation responsables des ressources énergétiques riches et diversifiées du Canada, un sujet qui n'a fait que gagner en importance au cours de l'année qui a suivi la conférence.



CONFÉRENCE SUR LA CYBERSÉCURITÉ :

Le 24 septembre, l'Institut a accueilli l'un des débats politiques les plus stimulants et les plus opportuns de ces dernières années. Mastercard Canada, un précieux partisan de l'Institut, a commandité « Securing Canada's Digital Future: The Role of Cybersecurity », en partenariat avec le Cybersecurity & Privacy Institute de l'Université de Waterloo. Cet événement a réuni des universitaires, des praticiens et des dirigeants en matière de politiques afin d'explorer les défis et les innovations dans ce domaine en constante évolution et en pleine croissance.

Les intervenants ont abordé la prévention des cyberattaques et le défi persistant que représente l'équilibre entre innovation, confidentialité et sécurité. La salle comble a également apprécié l'analyse rigoureuse des politiques et stratégies nécessaires pour assurer le développement et le déploiement sécuritaires des technologies numériques, y compris l'intelligence artificielle.

La conférence a servi de rampe de lancement à un nouveau groupe de travail de l'Institut axé sur le rôle potentiel de l'intelligence artificielle dans l'innovation, la concurrence et la croissance.



CONFÉRENCE SUR LE LOGEMENT :

La dernière conférence annuelle de l'Institut, qui s'est tenue à la mi-novembre, a porté sur l'un des défis politiques les plus critiques auxquels le Canada est actuellement confronté : notre incapacité à répondre à la demande croissante de logements plus nombreux et mieux adaptés.

« Housing Policy for a Growing Canada » a réuni des experts de premier plan dans ce domaine, notamment des décideurs politiques, des chercheurs et des constructeurs, afin de cerner les causes profondes des défis auxquels le Canada est confronté en matière de logement et de proposer des solutions concrètes pour stimuler l'offre et réduire les obstacles au développement. Tous les niveaux de gouvernement doivent jouer leur rôle respectif, qui doit être défini aussi clairement que possible, si l'on veut que les contraintes en matière de logement ne restent pas un obstacle à la croissance et à la prospérité.

Tout comme la conférence sur la cybersécurité, cet événement d'une journée a constitué une première étape dans la redynamisation et l'expansion des travaux de l'Institut en matière de politique du logement, avec le lancement d'un groupe de travail dédié en 2025.





LA MISSION DE RECHERCHE DE L'INSTITUT EN 2024

ALEXANDRE LAURIN

La fin de 2024 a marqué l'élection d'une nouvelle administration plus agressive aux États-Unis. Au milieu de la tourmente et du chaos, l'Institut C.D. Howe ne doit pas perdre de vue sa mission d'améliorer le niveau de vie en favorisant des politiques publiques économiquement saines. Le Canada, maintenant plus que jamais, a besoin d'informations stratégiques fondées sur des données probantes et non partisans.

Notre recherche est examinée par les meilleurs universitaires externes et des experts indépendants, et fait l'objet d'une vérification indépendante annuelle. Nous ne publions que des études indépendantes qui répondent aux normes les plus strictes en matière de rigueur analytique et d'exactitude. Nos recherches politiques spécialisées jouissent d'une grande confiance auprès des décideurs, des fonctionnaires gouvernementaux et des commentateurs médiatiques.

Avec 13 conseils sur les politiques et trois groupes de travail qui conseillent notre programme de recherche, la recherche de l'Institut aborde les enjeux clés de l'heure. De plus, alors que le Centre de politique financière et monétaire en est maintenant à sa deuxième année complète d'activité, nous continuons de fournir régulièrement des évaluations indépendantes de la politique monétaire de la Banque du Canada, des fonds de capital réglementaire des banques commerciales et des règlements existants et proposés pour le secteur financier.

En 2024, nous avons mis l'accent sur nos domaines prioritaires. Il s'agit notamment des intérêts économiques du Canada en Amérique du Nord, de la discipline budgétaire, de l'optimisation des ressources dans le domaine des soins de santé, des défis liés au logement, de la croissance des entreprises et des politiques énergétiques. Environ six publications sur dix, qu'il s'agisse d'études approfondies, de Notes de renseignement ou d'articles d'opinion, ont abordé l'une de ces priorités.

Parmi les réalisations notables de l'Institut au cours de l'année écoulée, citons nos recherches sur la proposition d'augmentation de l'impôt sur les gains en capital, qui ont apporté des renseignements essentiels au débat public. De même, un nouveau rapport a documenté comment des années de faibles investissements en capital des entreprises ont contribué à nos piètres résultats en matière de productivité, alimentant ainsi le débat public qui émergeait sur cette question.

Une conférence spéciale sur les politiques portant sur la manière dont les politiques du logement peuvent mieux soutenir la croissance économique a examiné les questions de financement, de productivité et de collaboration entre les secteurs public et privé afin de surmonter les obstacles et d'accélérer le développement urgent de logements. Une conférence sur le problème de la dette publique au Canada a abordé les défis liés à la viabilité budgétaire, les coûts économiques de la dette et les moyens de rétablir la discipline budgétaire. De plus, une



De gauche à droite : Barbara Zvan, Jim Leech et Alexandre Laurin

conférence sur la cybersécurité et la protection de l'avenir numérique du Canada a examiné les politiques visant à assurer un déploiement sécuritaire et axé sur la croissance de l'intelligence artificielle tout en protégeant les Canadiens.

Nos groupes de travail continuent de favoriser des discussions approfondies, qui sont souvent techniques : deux groupes formés en 2023 se concentrent sur la croissance des entreprises et la résilience de la chaîne d'approvisionnement; un autre groupe lancé l'année dernière s'est penché sur la concurrence et l'innovation; et un nouveau groupe de travail sur la crise commerciale, créé en janvier 2025, conseille le gouvernement canadien sur les meilleures réponses à apporter aux menaces tarifaires de l'administration Trump.

Dans la perspective de 2025, l'Institut est en bonne voie pour enregistrer une nouvelle année record, avec la publication prévue de plus de 300 travaux de recherche substantiels, notamment des articles de recherche, des articles d'opinion, des communiqués et des Notes de renseignement. Nous mettons l'accent sur les politiques qui renforcent l'économie canadienne et réduisent notre dépendance à l'égard du marché américain pour la croissance.

Avec une équipe de 10 experts en politiques publiques parmi son personnel, 14 chargés de recherche invités et un réseau de plus de 100 chargés de recherche, chargés de recherche internationaux et chargés de recherche principaux, l'Institut n'a jamais été aussi bien équipé pour poursuivre sa mission qui consiste à fournir des conseils politiques utiles. Merci de nous aider à fournir des recherches d'experts et des perspectives stratégiques et d'aider à ouvrir la voie à de meilleurs niveaux de vie.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alexandre Laurin

Vice-président et directeur de la recherche



En haut : Juzar Pirbhai, Daniel Schwanen et Brian Johnston

En bas à gauche : Mitzie Hunter et Anita Anand

En bas à droite : Alexander Semenov et Sunny Sodhi

NOTRE PROCESSUS D'EXAMEN EXTERNE

Les publications de l'Institut subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous sommes très reconnaissants à ces lecteurs critiques, dont certains sont nommés à la page 16.

Pour assurer l'objectivité, nous évaluons les rapports potentiels en utilisant des méthodes telles que la lecture critique à simple et à double insu afin de respecter des normes d'examen rigoureuses. La recherche et les observations, plutôt que l'identité des auteurs et des lecteurs critiques, sont la considération primordiale. Nous nous efforçons d'améliorer constamment le processus d'évaluation afin qu'il soit le meilleur de sa catégorie : il est vérifié chaque année par deux universitaires ou autres professionnels, et une réponse officielle à leurs recommandations est fournie et mise en œuvre par la direction de l'Institut. Notre processus d'évaluation par les pairs assure la qualité et l'intégrité des recherches sur les politiques : nous ne publions aucune étude qui, selon nous, ne satisfait pas aux normes de ce processus d'évaluation.

Les vérificateurs de la qualité de la recherche de l'Institut C.D. Howe :

2024	Bonnie Lysyk et Robin Boadway
2023	Angela Redish et Nicholas Le Pan
2022	Louis Lévesque et Jennifer Robson
2021	John Murray et Christine Neill
2020	Philip Howell et Nobina Robinson
2019	Tracy Snoddon et Wayne Wouters
2018	Gorden Thiessen et Frances Woolley
2017	Kevin Dancey et Angelo Melino
2016	Charles M. Beach et Lawrence Herman
2015	Steve Ambler et Thorsten Koepl
2014	Peter Howitt et Kevin Milligan
2013	Edward Iacobucci et David Laidler

VÉRIFICATEURS DE LA RECHERCHE EN 2024



BONNIE LYSYK

Vice-président directeur, application de la loi, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et chargé de recherche principal, Institut C.D. Howe

« Obtenir l'avis des autres et revoir en permanence les processus d'une organisation permet d'améliorer la qualité de son travail. Il ressort clairement des documents examinés que l'Institut C.D. Howe investit des efforts considérables dans la production de publications de haute qualité, qui intègre les commentaires d'évaluateurs internes et externes à toutes les étapes. »



ROBIN BOADWAY

Chaire émérite David C. Smith en économie, Université Queen's

« Pour conserver son indépendance et maintenir sa réputation en matière de recherche sur les politiques, il est essentiel que les publications de l'Institut fassent l'objet d'un examen rigoureux par des évaluateurs indépendants. À mon avis, le processus d'évaluation de l'Institut est solide et bien suivi, ce qui donne confiance dans son objectivité et son équité. »

LES LECTEURS CRITIQUES DE L'INSTITUT EN 2024

Les publications de l'Institut C.D. Howe subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous remercions nos lecteurs critiques, y compris ceux qui souhaitaient rester anonymes.

Fariba Al-Hassan

Wealthsimple

Keith Ambachtsheer

KPA Advisory Services Ltd.

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Werner Antweiler

Université de la Colombie-Britannique

John Armstrong

Bob Baldwin

Charles Beach

Université Queen's

Stuart Bergman

Exportation et Développement Canada

Ake Blomqvist

Université Carleton

Ian Bragg

Association des marchés de valeurs et des investissements (AMVI)

Timothy Brennan

University of Maryland, Baltimore County

Christine Burow

Tornat Metals Limited

Gherardo Caracciolo

Université Simon Fraser

Heather Chalmers

GE Vernova

Alex Ciappara

Association des banquiers canadiens

Lia Codrington

Pembina Institute

Dave Collyer

Aaron Cosbey

Institut international du développement durable

John Crean

Université de Toronto

Philip Cross

Ben Dachis

Canadians for Clean Prosperity

Jim Davies

Université Western

Robert Dimitrieff

Patriot Forge

David Dodge

Don Drummond

Université Queen's

Serge Dupont

Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Pierre Duguay

Kent Fellows

Université de Calgary

Jim Fox

Neil Fraser

Carolina Gallo

GE Vernova

Monica Gattinger

Université d'Ottawa

Curtis Gergley

Canada Guaranty

Fred Ghatala

Biocarburants avancés Canada

Ashwin Gopwani

Sun Life

David Gordon

CAAT Pension Plan

Doug Greening

Steeper Energy Canada Limited

Barry Gros

Jeff Guthrie

Association canadienne des coopératives financières

Clae Hack

Malcolm Hamilton

Mike Hamilton

GE Santé

Peter Hall

econosphere, inc.

Claudia Hepburn

Windmill Microlending

Glen Hodgson

Fred Horne

Horne and Associates

Gary Hufbauer

Peterson Institute for International Economics

Trisha Hutzul

Edwards Lifesciences (Canada) Inc.

Paul Jenkins

Jon Johnson

Jon R. Johnson Barristers and Solicitors

Paul Johnson

Rideau Economics

Tom Johnson

Wealthsimple

Brian Johnston

Johnston Family Foundation

Katie Kachur

Asspociation canadienne du propane

Jodi Kasten

Indeed

Jim Keohane

David Laidler

Université Western

Geneviève Lavertu

Johnson & Johnson Inc. Canada

John Lester

Université de Calgary

Evert Lindquist

Université de Victoria

Brian Livingston

Université de Calgary

David Longworth

Université Carleton

Pierre Lortie

Dentons Canada LLP

Bonnie Lysyk

Gerald MacGarvie

Crabtree Foundation

Scott MacDougall

Pembina Institute

David Marshall

JKM Financial Corporation

Jim McCarter

Richard McIntosh

Angelo Melino

Université de Toronto

Kevin Milligan

Université de la Colombie-Britannique

William Molson

Eric Monteiro

Sun Life

John Murray

Nick Pantaleo

Sandro Perruzza

Ontario Society of Professional Engineers

Michael Pickup

James Pierlot

Blue Pier

Bryan Radeczy

Association des banquiers canadiens

John Richards

Université Simon Fraser

Brent Simmons

Sun Life

Mikal Skuterud

Université de Waterloo

Greig Sproule

Association canadienne des producteurs pétroliers

Jim Stanford

Centre for Future Work

Ian Thomson

Biocarburants avancés Canada

Trevor Tombe

Université de Calgary

Jeffrey Trossman

Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Ari Van Assche

HEC Montréal

Ed Waitzer

Peter Wallace

Kevin Wark

The Conference for Advanced Life Underwriting

Tom Wilson

Université de Toronto

John Yip

SE Health

Mark Zelmer

VIABILITÉ FINANCIÈRE, MONÉTAIRE ET DES PENSIONS

En 2024, l'Institut C.D. Howe s'est attaqué à la fois à des défis financiers de longue date et à des problèmes fiscaux émergents. Nos recherches ont souligné l'importance de la transparence budgétaire, d'une saine gestion financière et d'une politique fiscale bien conçue alors que le Canada fait face à des pressions économiques et budgétaires croissantes.

Compte tenu de l'augmentation des déficits et de la dette aux niveaux fédéral et provincial, l'Institut a organisé une conférence spéciale sur le problème de la dette au Canada. Une publication importante a examiné la viabilité budgétaire des gouvernements à la lumière du vieillissement démographique. Avec le vieillissement de la population, les pressions sur les dépenses à long terme – en particulier dans les domaines de la santé et du soutien au revenu des personnes âgées – s'intensifieront, soulignant la nécessité de réformes structurelles rapides afin de préserver la flexibilité budgétaire. Une autre étude a appelé à une refonte complète du système de gestion des dépenses du gouvernement fédéral, recommandant des processus plus rigoureux inscrits dans la législation afin de freiner la croissance des dépenses et assurer l'optimisation des ressources. Ces thèmes figuraient également en bonne place dans le budget fictif annuel de l'Institut, qui présentait une feuille de route pour rétablir l'équilibre budgétaire grâce à une réforme fiscale ciblée et à une discipline budgétaire rigoureuse.

Sur le plan de la politique fiscale, la proposition maintenant abandonnée du gouvernement fédéral visant à augmenter le taux d'inclusion des gains en capital a suscité beaucoup d'attention. Une étude a évalué les projections de recettes du gouvernement et a conclu qu'elles surestimaient probablement les gains potentiels, compte tenu des réactions comportementales et des interactions avec d'autres mécanismes fiscaux. Un autre rapport a fait avancer le débat sur la politique d'innovation, en préconisant un rééquilibrage de la structure des crédits d'impôt à la recherche au Canada et en proposant une niche fiscale pour la propriété intellectuelle afin d'encourager la commercialisation.

En complément de ces travaux, l'Institut a poursuivi son évaluation des pratiques de reddition de comptes financiers des gouvernements au moyen de ses bulletins phares sur la responsabilité financière. Ces évaluations ont mis en lumière des lacunes persistantes en matière de transparence et de rapidité chez certains gouvernements et certaines municipalités.

Sur le plan de la politique monétaire, avec un retour de l'inflation vers l'objectif de 2 %, la Banque du Canada a commencé à assouplir sa politique monétaire en juin 2024. Avec le retour des taux d'intérêt vers leur niveau neutre – où l'économie fonctionne à plein régime et l'inflation atteint son objectif –, l'Institut a publié une rétrospective. Ce travail a examiné l'évolution de l'attention accordée par la Banque aux écarts par rapport à l'inflation et à l'écart de production, ainsi que le rôle que cela a joué dans l'élaboration des décisions politiques post-COVID.

La banque centrale moderne utilise à la fois le taux de financement à un jour – son taux directeur – et des indications prospectives ainsi que l'assouplissement quantitatif, qui vise à influencer les taux d'intérêt à plus long terme. L'Institut a publié une étude distinguant les taux d'intérêt réels neutres à court et à long terme, créant la première courbe des taux réels neutres pour le Canada.

L'Institut produit depuis longtemps des articles fondés sur des ensembles de données uniques. Cette année, nous avons publié un document qui met à jour les ensembles de données antérieurs – axés sur la politique monétaire et financière – et présente le premier indice avancé de l'activité économique librement accessible au Canada. L'indice est maintenant mis à jour mensuellement sur notre site Web. De plus, le Conseil de politique monétaire de l'Institut a continué de se réunir avant les annonces de la Banque du Canada sur les taux directeurs afin de fournir des évaluations indépendantes régulières de l'orientation appropriée de la politique monétaire canadienne.

Parallèlement aux défis financiers et monétaires, l'Institut poursuit son programme de recherche clé sur le système de revenu de retraite au Canada. Une étude majeure a détaillé les risques liés à la sortie de l'Alberta du Régime de pensions du Canada, tandis qu'une autre a éclairé l'élaboration du cadre du régime à prestation cible de l'Ontario. Une autre étude a souligné l'incidence négative de la décision d'Ottawa de mettre fin à l'émission d'obligations à rendement réel sur les portefeuilles des fonds de pension, et a recommandé leur réintroduction. En septembre, lorsqu'un projet de loi d'initiative parlementaire a proposé d'étendre la Sécurité de la vieillesse aux personnes âgées de 65 à 74 ans, l'Institut a publié des articles d'opinion et des notes d'analyse soulignant son coût élevé et les inégalités intergénérationnelles qu'il entraînerait. En fin de compte, le projet de loi n'a pas été adopté.

Conseil de compétitivité fiscale

Coprésidents

Michael Horgan

Ancien sous-ministre des Finances, Canada

Jeffrey C. Trossman

Avocat principal, Blake,
Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. (Blakes)

Membres

Nabil Annabi

Finances Canada

Jordan Brennan

Bureau d'assurance du
Canada

Johanne Brouillard

Rio Tinto

David Clarke

TMX Group

Bev Dahlby

Institut C.D. Howe

Peter Davis

H&R Block Canada Inc.

Don Drummond

Université Queen's et
Institut C.D. Howe

Alexander Fritsche

Association canadienne
des producteurs pétroliers

Martin Guérard

Ministère des Finances du
Québec

Carl Irvine

BMO Groupe financier

Nick Karkas

The Woodbridge Company
Limited

Amanjit Lidder

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Paul Lynch

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Gerald MacGarvie

Crabtree Foundation

Matthew MacInnis

Manuvie

Kenneth McKenzie

Université de Calgary

Kevin Milligan

Université de la Colombie-
Britannique

William Molson

Angelo Nikolakakis

EY Cabinet d'avocats
s.r.l./S.E.N.C.R.L.

John Oakey

CPA Canada

Adrienne Oliver

Norton Rose Fulbright
Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Nick Pantaleo

Institut C.D. Howe

Shawn Porter

Deloitte

Sky Schapiro

OP Trust

Noeline Simon

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes

Michael Smart

Université de Toronto

Ted Tomkowiak

RBC

Kevin Wark

The Conference
for Advanced Life
Underwriting

Janice White

Ministère des Finances du
Nouveau-Brunswick

Thomas Wilson

Institut C.D. Howe

Recherche en politique budgétaire et fiscale et publications choisies

Less for Ottawa, More for Canadians: Le budget fictif 2024 de l'Institut C.D. Howe.

Février 2024 – William B.P. Robson, Don Drummond et Alexandre Laurin

The Municipal Money Mystery: Fiscal Accountability in Canada's Cities, 2023

Avril 2024 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

Spurring R&D: Canada Needs Focused Reforms to SR&ED and an IP Box

Mai 2024 – John Lester

Another Day Older and Deeper in Debt: The Fiscal Implications of Demographic Change for Ottawa and the Provinces

Août 2024 – William B.P. Robson et Parisa Mahboubi

Minding the Purse Strings: Major Reforms Needed to the Federal Government's Expenditure Management System

Septembre 2024 – John Lester

Uncertain Returns: The Impact of the Capital Gains Hike on Ottawa's Personal Income Tax Revenue

Octobre 2024 – Alexandre Laurin et Nicholas Dahir

Fiscal Accountability by the Letters: The Report Card for Canada's Senior Governments, 2024

Novembre 2024 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

Conseil de politique monétaire

Coprésidents

William B.P. Robson
Président-directeur général, Institut C.D. Howe

Jeremy Kronick
Vice-président, Analyse économique et stratégie,
directeur du Centre de la politique financière et
monétaire, Institut C.D. Howe

Membres

Steve Ambler
Université du Québec à
Montréal

Beata Caranci
Groupe Banque TD

Edward A. Carmichael
Ted Carmichael Global
Macro

Michael Devereux
Université de la Colombie-
Britannique

Frances Donald
RBC

Stéfane Marion
Banque Nationale du
Canada

Angelo Melino
Université de Toronto

Jean-François Perrault
Banque Scotia

Luba Petersen
Université Simon Fraser

Douglas Porter
BMO Marchés des capitaux

Avery Shenfield
Banque Canadienne
Impériale de Commerce

Stephen D. Williamson
Université Western

Recherche sur la politique monétaire et publications choisies

Tell-tale Signals: A Customized Toolkit for Tracking the Economy
Mars 2024 – Jeremy Kronick, Steve Ambler et Mawakina Bafale

Ripple Effects: The Impact of an Empty-Homes Tax on the Housing Market
Août 2024 – Gherardo Gennaro Caracciolo et Enrico Miglino

Cancel the RRB Cancellation
Août 2024 – William B.P. Robson et Alexandre Laurin

Bumps in the Road: Ever-Evolving Monetary Policy in Canada
Octobre 2024 – Ke Pang et Christos Shiamptanis

A New Monetary Policy Tool: The Real Neutral Rate Yield Curve for Canada
Octobre 2024 – Jeremy Kronick, Hashmat Khan et Matthew Soosalu

Conseil sur les politiques en matière de pensions

Coprésidents

Bob Baldwin

Propriétaire, Baldwin Consulting

Barbara Zvan

Présidente et chef de la direction, University Pension Plan

Membres

Keith Ambachtsheer

KPA Advisory Services Ltd.

Randy Bauslaugh

Bauslaugh Pensions & Benefits Law

Peter Bowen

Fidelity Investments

Elizabeth Brown

Brown Mills Klinck Prezioso LLP

Daniella Carrington

Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Jacques Demers

Caisse de dépôt et placement du Québec

Derek Dobson

CAAT Pension Plan

David Dodge

Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Stephanie Genois

BlackRock

Gareth Gibbins

OMERS

Luc Girard

Mercer

Barry Gros

Malcolm Hamilton

Institut C.D. Howe

Jeffrey Hodgson

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Grahame Johnson

Ministère des Finances Canada

Uros Karadzic

Ernst & Young LLP

Hrvoje Lakota

Investment Management Corporation of Ontario

Guy Legault

The Conference for Advanced Life Underwriting

Troy Mann

Local Authorities Pension Plan

Derrick March

Canada Vie

Darcy McNeill

OPTrust

Pierre-Luc Meunier

Normandin Beaudry

Eric Monteiro

Sun Life

Bernard Morency

Institut C.D. Howe

James Pierlot

Blue Pier

Amit Prakash

Alberta Investment Management Corporation

Simone Reitzes

Banque Scotia

Marc Rondeau

Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario

Jennifer Rook

Healthcare of Ontario Pension Plan

Paulo Salomao

Accenture

Barbara Sanders

Université Simon Fraser

Joy Savage

Fuse Strategy

Tammy Schirle

Université Wilfrid Laurier

Allan Shapira

Aon

Noeline Simon

Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes

Jeffrey Sommers

Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Nicole Stewart

Ministère des Finances de l'Ontario

Deron Waldock

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Aaron Walker-Duncan

BC Pension Corporation

Recherche sur les politiques en matière de pensions et publications choisies

Pension Roulette: The Risks and Consequences of Alberta Leaving the CPP

Février 2024 – Bob Baldwin

Strength in Diversity: What We Can Learn from BC's Target-benefit Plans

Mars 2024 – Barry Gros

Cancel the RRB Cancellation

Août 2024 – William B.P. Robson et Alexandre Laurin

SERVICES FINANCIERS ET CROISSANCE DES ENTREPRISES

En 2024, l'Institut a poursuivi les travaux de ses deux nouvelles initiatives lancées l'an dernier sous l'égide du Centre de politique financière et monétaire. Dans le cadre de l'Initiative d'excellence en matière de réglementation financière, nous avons publié un document qui examinait l'approche adoptée par les organismes de réglementation du secteur financier du Canada à l'égard des règles et des règlements. Ce travail a montré que les organismes de réglementation accordent une importance disproportionnée à la stabilité financière et a recensé des occasions qui s'offrent à eux pour favoriser un plus grand dynamisme dans le secteur.

Notre Conseil de la réserve pour stabilité intérieure (RSI) s'est réuni avant les annonces du Bureau du surintendant des institutions financières (BSFI) de juin et de décembre. Après chaque réunion, le Conseil a publié un communiqué suggérant les mesures que le BSIF devrait prendre à l'égard de la réserve et les motifs.

L'Institut a également publié des travaux sur les options futures pour le cadre prudentiel du secteur financier du Canada. Le document a examiné quatre options pour gérer le risque de faillite bancaire future. Elles allaient de quelques ajustements assez mineurs au statu quo à des options plus radicales. Une idée clé est qu'un système financier plus facile à résoudre, obtenu grâce à des changements importants du cadre réglementaire, permettrait de mettre en place des régimes prudentiels plus simples.

L'Institut a également mis à jour ses travaux antérieurs sur le coût de l'assurance de dommages payé par les Canadiens. Comme dans la première étude, les Canadiens continuent de payer plus que de nombreux autres pays développés, sinon la plupart. L'assurance automobile et l'assurance de biens meubles se démarquent comme les moteurs de ces coûts élevés. Étant donné que le secteur des assurances reste très concurrentiel, le document s'est davantage concentré sur les solutions politiques gouvernementales visant à réduire les coûts, notamment les partenariats public-privé pour faire face au risque extrême lié aux catastrophes naturelles.

Les politiques, les règles et les règlements qui favorisent une économie plus dynamique créent les conditions propices à une croissance plus forte des entreprises. Celle-ci entraîne une augmentation des investissements, une hausse de la productivité et une croissance économique plus robuste. En 2024, l'Institut a publié son coup d'œil annuel sur l'état de l'investissement des entreprises au Canada. Il a montré une baisse du capital par travailleur, les travailleurs canadiens ne recevant en 2024 que 66 cents de capital nouveau pour chaque dollar reçu par leurs homologues de l'OCDE dans son ensemble, et 55 cents pour chaque dollar reçu par leurs homologues américains. Le document discute ensuite des politiques favorables à la croissance qui nous feront avancer dans la bonne direction.

Dans différents éditoriaux, l'Institut a continué de soutenir que, pour améliorer la productivité au Canada, nous devons mieux aider nos petites et moyennes entreprises à se transformer en grandes entreprises où les idées novatrices peuvent être mises à grande échelle.

Initiative de recherche sur les services financiers

Coprésidents

Maureen Jensen

Chargée de recherche principale Institut C.D. Howe

Peter Levitt

Administrateur de sociétés et d'organismes philanthropiques

Membres

Ibrar Ahmed

goeasy Ltd.

Zeeshan Ali

CIBC

Stuart Bergman

Exportation et Développement Canada

Peter Bowen

Fidelity Investments

Alister Campbell

Institut C.D. Howe

Francisco Chinchon

Ministère des Finances de l'Ontario

Alex Ciappara

Association des banquiers canadiens

Richard Corner

Organisme canadien de réglementation des investissements

John Crean

Université de Toronto

Christopher Donnelly

Financière Manuvie

Jay Dorey

Visa Canada

Bob Dugan

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Stephen Frank

Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes

Louis Gagnon

Intact Corporation financière

Debbie Gamble

Interac Corp.

Curtis Gergley-Garner

Canada Guaranty

Ali Ghiassi

Canada Vie

Victor Gomez

Financière Sun Life

Jeff Guthrie

Association canadienne des coopératives financières

Mark Hardisty

Banque du Canada

Raza Hasan

KINS Advisors

Philip Howell

Institut C.D. Howe

Grahame Johnson

Ministère des Finances Canada

Heather Kay

Amazon Web Services

Donna Kinoshita

Paiements Canada

Thorsten Koepl

Institut C.D. Howe

Paul Kovacs

Société d'indemnisation en matière d'assurances

Nicholas Le Pan

Institut C.D. Howe

David Longworth

Institut C.D. Howe

Winsor Macdonell

Sagen MI Canada

Monica Masciantonio

Banque Scotia

Howie Millard

Groupe Financier Banque TD

Andy Mitchell

Institut des fonds d'investissement du Canada

Andrew Moor

Banque Équitable

Blair Morrison

BC Financial Services Authority

Edward P. Neufeld

Jessica Oliver

Wealthsimple

Anthony Ostler

Association des banquiers canadiens

Celyeste Power

Bureau d'assurance du Canada

Pierre Siklos

Institut C.D. Howe

Rachel Siu

BlackRock

Jennifer Sloan

MasterCard Canada

Sunny Sodhi

Meridian Credit Union

Gordon Thiessen

Robert Vokes

Accenture

Craig Wright

RBC

Mark Zelmer

Institut C.D. Howe

Recherche sur les services financiers et la réglementation et publications choisies

Tell-tale Signals: A Customized Toolkit for Tracking the Economy

Mars 2024 – Jeremy Kronick, Steve Ambler et Mawakina Bafale

The Good, the Bad and the Unnecessary: A Scorecard for Financial Regulations in Canada

Juillet 2024 – Paul C. Bourque et Gherardo Gennaro Caracciolo

Ripple Effects: The Impact of an Empty-Homes Tax on the Housing Market

Août 2024 – Gherardo Gennaro Caracciolo et Enrico Miglino

Better Safe than Sorry: Options for Managing Bank Runs in the Future

Octobre 2024 – Mark Zelmer

The High Price of Prudence – Benchmarking Canada's Property and Casualty Industry (Second Edition)

Décembre 2024 – Alister Campbell

Conseil des cycles commerciaux

Coprésidents

Steve Ambler
Chargé de recherche invité, Institut C.D. Howe

Jeremy Kronick
Vice-président, Analyse économique et stratégie,
directeur du Centre de la politique financière et monétaire,
Institut C.D. Howe

Membres

Michelle Alexopoulos
Edward A. Carmichael
Ted Carmichael Global
Macro

Philip Cross
Statistique Canada
Stephen Gordon
Université Laval

Eric Lascelles
RBC
Stéfane Marion
Banque Nationale du
Canada

Angelo Melino
Université de Toronto

Conseil sur la réserve pour stabilité intérieure

Président

Jeremy Kronick
Vice-président, Analyse économique et stratégie, directeur du Centre de la politique financière et monétaire,
Institut C.D. Howe

Membres

Vivian Abdelmessih
Exportation et
Développement Canada
Cathy Cranston
BMO Groupe financier

Jamey Hubbs
Institut C.D. Howe
Peter Levitt
Administrateur de
sociétés et d'organismes
philanthropiques

Duncan Munn
Elevate Group
Mark Zelmer
Institut C.D. Howe

SANTÉ ET CAPITAL HUMAIN

La population du Canada augmente rapidement, en raison des niveaux élevés d'immigration, tout en vieillissant. La croissance démographique et le vieillissement de la population mettent à rude épreuve les capacités des services publics canadiens, et de nombreux Canadiens ont eu du mal à accéder aux soins de santé, à se loger à un prix abordable et à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Malgré la croissance démographique, la productivité reste relativement faible et la baisse du PIB par habitant limite la capacité budgétaire des gouvernements à réagir. De plus, le Canada a eu du mal à tirer pleinement parti de l'augmentation de l'immigration pour améliorer le bien-être des Canadiens, en raison d'un sous-investissement persistant dans le capital et d'un compromis croissant entre la quantité et la qualité des immigrants.

Dans ce contexte difficile, les recherches menées par l'Institut C.D. Howe sur le capital humain ont évalué les effets de l'immigration et du vieillissement démographique et proposé des mesures concrètes pour rééquilibrer les systèmes de résidence permanente et temporaire, dans le but de stimuler la productivité et le niveau de vie et, à terme, d'augmenter le PIB par habitant. L'Institut a également convoqué un groupe consultatif sur les objectifs en matière d'immigration afin de fournir des conseils au gouvernement sur les niveaux et la politique d'immigration. Parallèlement, son programme de recherche en matière de politique de santé s'est concentré sur l'amélioration de l'accès aux soins primaires, le renforcement des capacités en matière de soins aux personnes âgées et les questions plus générales de réforme systémique et de gouvernance, notamment l'équilibre entre les soins de santé publics et privés.

Deux études influentes de l'Institut ont appelé à mettre à nouveau l'accent sur le capital humain et à améliorer le système de sélection de l'immigration économique. Les principales recommandations comprenaient l'affinement des critères de sélection des immigrants économiques afin de donner la priorité aux nouveaux arrivants hautement qualifiés en fonction de leurs revenus attendus, tout en améliorant les caractéristiques du capital humain telles que la maîtrise de la langue et le domaine d'études. L'Institut a également mené des recherches ciblées afin de proposer des solutions pour mieux adapter les compétences des nouveaux arrivants aux besoins du marché du travail et réduire la surqualification des immigrants. Les recommandations comprenaient l'amélioration et l'élargissement de l'accès aux programmes de formation linguistique, la rationalisation des processus de reconnaissance des diplômes étrangers et la sensibilisation et le soutien accrus des employeurs à l'intégration des nouveaux arrivants.

Au-delà de l'immigration, l'Institut a continué de se pencher sur les pénuries dans les professions clés, en particulier dans le secteur de la santé, et de suivre l'évolution des tendances du marché du travail. Une étude a notamment examiné la nature changeante du travail à distance et souligné la nécessité d'adopter des lois et des règlements souples qui reflètent les réalités des marchés du travail diversifiés du Canada.

Malgré des niveaux élevés d'immigration et une forte croissance démographique, la population continue de vieillir. Ces deux facteurs augmentent la demande de services de santé publique et contribuent à la pénurie de capacités pour prodiguer des soins aux personnes âgées et à la difficulté d'accès aux services de soins primaires. L'Institut a publié plusieurs documents de recherche sur les défis liés aux soins primaires, comparant les stratégies provinciales et évaluant les résultats par rapport à celles de leurs homologues internationaux. Le vieillissement démographique de la main-d'œuvre médicale laisse présager un élargissement du champ d'activité et un recours accru aux soins primaires dispensés en équipe. Selon les projections, les disparités en matière d'accès aux soins ne disparaîtront pas sans une modification du statu quo dans la prestation des soins primaires. De même, le manque de capacités dans le domaine des soins aux personnes âgées nécessitera le développement des soins à domicile et l'intégration de fournisseurs de services privés afin d'augmenter les capacités du système public. L'Institut a également mené des recherches visant à quantifier les implications budgétaires du vieillissement démographique sur les finances publiques, qui montrent que la capacité d'augmenter les dépenses pour relever ces défis est limitée.

Le système de santé public canadien s'étend également aux soins dentaires et à l'assurance-médicaments. Certaines provinces ont déployé des outils virtuels pour combler les lacunes en matière d'accès, tandis que d'autres élargissent le recours aux centres chirurgicaux privés afin d'augmenter la capacité. Ces changements ont soulevé des questions structurelles fondamentales concernant le système de santé public. Pour alimenter ce débat, l'Institut a publié un document résumant le paysage législatif et réglementaire provincial et fédéral régissant les pratiques de soins de santé privés.

Les programmes de recherche sur les politiques en matière de santé et de capital humain ont abordé les principaux défis contemporains et les questions politiques fondamentales, notamment la sélection et l'intégration réussie des nouveaux arrivants afin d'améliorer la croissance globale et le bien-être, et la résolution des problèmes d'accès aux soins de santé dans un système soumis à des contraintes budgétaires et épuisé par la COVID, dont la portée et l'ampleur ne cessent de s'étendre.

Conseil sur les politiques en matière de santé

Coprésidents

Janet Davidson

Chargée de recherche invitée Don Johnson
Institut C.D. Howe

Neil Fraser

Directeur, conseiller et consultant

Membres

Richard Alvarez

Neala Barton

Institut canadien
d'information sur la santé

Angela Behboodi

Amgen Canada Inc.

Jennifer Chan

Merck Canada Inc.

Tom Chervinsky

TELUS Santé

Karen Cutler

Manuvie

Tony DiEmanuele

Mohawk Medbuy
Corporation

David Dodge

Bennett Jones S.E.N.C.R.L.,
s.r.l.

Alla Drigola Birk

Sun Life

Donna Duncan

Ontario Long Term Care
Association

Will Falk

Institut C.D. Howe

Michael Green

Inforoute Santé du
Canada

Declan Hamill

Médicaments novateurs
Canada

Mike Hamilton

GE Santé

Steven Hogue

Pfizer Canada Inc.

Fred Horne

Horne and Associates

Trisha Hutzul

Edwards Lifesciences
(Canada) Inc.

Jim Keon

Association canadienne
du médicament générique

Mark Komlenic

Alberta Blue Cross

Geneviève Lavertu

Johnson & Johnson Inc.
Canada

Guy Legault

The Conference
for Advanced Life
Underwriting

Wendy Levinson

Jeffrey Lozon

Dylan Marando

Siemens Healthcare
Limited

Christian Ouellet

Sandoz Canada Inc.

Robyn Saccon

BD Canada

Erik Sande

Medavie Health Services

Debra Sandomirsky

Deloitte

Graham Sher

Société canadienne du
sang

David Veillette

McKesson Canada

Jocelyne Voisin

Santé Canada

David Walker

Université Queen's

Joan Weir

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes
inc.

John Yip

SE Health

Jennifer Zelmer

Excellence en santé
Canada

Recherche sur les politiques en matière de santé et publications choisies

The Scope and Nature of Private Healthcare in Canada

Janvier 2024 – Katherine Fierlbeck

Scenarios for Seniors' Care: Future Challenges, Current Gaps and Strategies to Address Them

Avril 2024 – Rosalie Wyonch

The Doctor Dilemma: Improving Primary Care Access in Canada

Mai 2024 – Tingting Zhang

Addressing the Crisis in Access to Primary Care: A Targeted Approach

Septembre 2024 – John Richards



L'honorable Mark Holland, C.P., député, ancien ministre de la Santé

Conseil de politiques sur le capital humain

Coprésidents

Kathleen Taylor
Présidente, Altas Partners et Element Fleet Management

Neil Yeates
Ancien sous-ministre, Citoyenneté et Immigration Canada

Membres

Tammy Alamrieh
McDonald's Canada

Fiona Bertram
Accenture

Daniel Brown
Ministère des Finances de l'Ontario

Jonathan Espie
Chegg Inc.

John Hepburn
Mitacs

Stephen Harrington
Deloitte

Vincent Dale
Statistique Canada

Claudia Hepburn
Windmill Microlending

Jodi Kasten
Indeed.com

Diana Kelly
NAV Canada

Harpreet S. Kochhar
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Aliza Lakhani
Université Northeastern

Stephen Mill
Robert Half Canada

Kevin Milligan
Université de la Colombie-Britannique

Helena Pagano
Sun Life

Tammy Schirle
Université Wilfrid Laurier

Munir Sheikh
Université Carleton

Mikal Skuterud
Université de Waterloo

Lara Speirs
Randstad Canada

Angela Splinter
Trucking HR

Michelle Tan
Hugessen Consulting

Paul Thompson
Emploi et Développement social Canada

Ann Marie Vaughan
Humber Polytechnic

Harvey Weingarten
Institut C.D. Howe

Zoya Zayler
Amazon Canada

Recherche sur les politiques en matière de capital humain et publications choisies

Quality Over Quantity: How Canada's Immigration System Can Catch Up With Its Competitors
Février 2024 – Parisa Mahboubi

Optimizing Immigration for Economic Growth
Juillet 2024 – Matthew Doyle, Mikal Skuterud et Christopher Worswick

Another Day Older and Deeper in Debt: The Fiscal Implications of Demographic Change for Ottawa and the Provinces
Août 2024 – William B.P. Robson et Parisa Mahboubi

Settling into a New Normal? Working from Home across Canada
Septembre 2024 – Tammy Schirle

Harnessing Immigrant Talent: Reducing Overqualification and Strengthening the Immigration System
Décembre 2024 – Parisa Mahboubi et Tingting Zhang

ÉNERGIE, CONCURRENCE, COMMERCE ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

La baisse des investissements en capital au Canada et la faiblesse de la productivité, conjuguées aux menaces que fait peser la nouvelle administration américaine sur l'industrie canadienne, ont rendu plus pertinente que jamais la priorité accordée par l'Institut C.D. Howe au renforcement du potentiel de croissance économique du Canada.

Cette question est intimement liée à la capacité du Canada à mener à bien, de manière sûre et rapide, d'importants projets liés aux ressources naturelles et à d'autres infrastructures dans le cadre de ses systèmes réglementaires, un enjeu que l'Institut a abordé de manière approfondie dans ses recherches de 2024, notamment dans un rapport majeur examinant comment le Canada peut accélérer la prise de décisions relatives aux grands projets. Une autre étude axée sur les infrastructures énergétiques s'est penchée sur les avantages de l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain, notamment la baisse des coûts du carburant pour les consommateurs canadiens.

L'Institut a également souligné à plusieurs reprises la nécessité d'adopter une approche plus réaliste et transparente dans les efforts de réduction des émissions déployés par Ottawa, notamment en ce qui concerne les obligations relatives aux véhicules zéro émission ou les plans de réduction des émissions carboneutres de l'Ontario. Ce travail a mis en évidence la nécessité de revoir des dizaines de couches politiques existantes et de se concentrer sur des résultats économiquement réalisables à l'aide de mécanismes fondés sur le marché, par exemple en ce qui concerne la stratégie du Canada en matière de biocarburants.

Les Notes de renseignement de l'Institut ont également abordé la nécessité d'abroger les dispositions relatives à l'« écoblanchiment » contenues dans les modifications à la *Loi sur la concurrence* adoptées en 2024. Ces dispositions entremêlent de façon problématique les objectifs de la politique environnementale et le droit de la concurrence.

Parmi les autres modifications apportées à la *Loi sur la concurrence* en 2024 figurait l'introduction de « présomptions structurelles » concernant les effets sur la concurrence des fusions qui faisaient en sorte que les entreprises faisaient l'acquisition de parts de marché supérieures à un certain seuil. Le Conseil de la politique de la concurrence de l'Institut avait averti que ces réformes, parmi d'autres, risquaient de décourager les fusions susceptibles d'avoir un effet bénéfique sur la concurrence, l'innovation et le bien-être des consommateurs, par rapport à une évaluation au cas par cas et fondée sur les effets des fusions. Cela pourrait à son tour nuire à la capacité du Canada à être compétitif dans des secteurs technologiques essentiels, comme ceux qui soutiennent le développement et l'adoption de l'intelligence artificielle (IA).

Le potentiel de transformation de l'IA est énorme. Le Groupe de travail sur la concurrence, l'innovation et la croissance de l'Institut, lancé par une conférence sur la cybersécurité à l'automne 2024, examinera le paysage réglementaire touchant l'IA au Canada dans le but de donner des conseils sur la façon dont les Canadiens peuvent tirer le meilleur parti des développements dans ce domaine et de l'adoption de produits et de technologies connexes.

Les enjeux liés à l'énergie et à la technologie ont occupé une place importante dans les travaux de l'Institut sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement canadiennes, qui sont confrontées à des déficits en matière d'infrastructures et de technologies, à des obstacles internes à la croissance, à la montée du protectionnisme à l'étranger et à des vulnérabilités géostratégiques. Sous l'égide de son groupe de travail sur la chaîne d'approvisionnement, l'Institut a produit deux rapports en 2024 afin d'aider les Canadiens à mieux comprendre ces défis – par exemple, ceux liés à la demande croissante en énergie et en minéraux essentiels pour les nouvelles technologies – et la manière dont le Canada peut et doit y faire face.

Ces travaux éclairent désormais l'examen des options dont dispose le Canada pour répondre aux menaces qui pèsent sur son économie depuis la réélection, fin 2024, du président Trump. L'équipe de l'Institut, qui se préparait déjà à un examen prévu de l'ACEUM, se concentrera sur cette menace au début de 2025, avec les membres de son groupe de travail sur la chaîne d'approvisionnement et de son conseil de politique économique internationale. Il s'appuiera sur ses travaux dans le domaine de l'énergie et dans d'autres domaines de recherche pour proposer des solutions qui permettront au Canada de sortir renforcé, plus résilient et plus sûr de lui malgré l'incertitude profonde qui entoure ses relations commerciales vitales avec les États-Unis.

Dans ces domaines d'intérêt national, l'Institut bénéficie de la collaboration de Charles DeLand, codirecteur de la recherche basé à Calgary, qui sert également de contact dans l'Ouest canadien pour les activités plus générales de l'Institut.

Conseil sur la politique de l'énergie

Coprésidents

Brad Corson

Président du conseil d'administration, président et chef de la direction, Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Serge Dupont conseiller principal et chef, Groupe des politiques publiques, Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Membres

Richard Anderson

Institut C.D. Howe

Laura Arnold

TransAlta Corporation

Michael Bernstein

Clean Prosperity

Varun Bindal

Accenture Canada

David Brock

Crown Investments Corporation of Saskatchewan

Tabatha Bull

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone

Mark Cameron

Pathways Alliance

Chelsea Clark

Pembina Pipeline

David Collyer

Frank D'Andrea

Hydro One

Pat Dalzell

Bruce Power

Paul de Jong

Progressive Contractors Association of Canada

G. Kent Fellows

Université de Calgary

Dale Friesen

ATCO

Alexander Fritsche

Association canadienne des producteurs pétroliers

Carolina Gallo

GE Canada

Mike Gladstone

Enbridge Inc.

Bryan Gould

Aspenleaf Energy

Larry Kaumeyer

Alberta Energy and Minerals

Scott Kirker

Tourmaline Oil Corp.

Kim Lauritsen

Ontario Power Generation

Jeff Lawson

Cenovus Energy

Sheila Leggett

Institut C.D. Howe

Pauline McLean

Capital Power

Chris Montgomery

Explorers and Producers Association of Canada

Carla Nell

Independent Electricity System Operator

Derek Olmsted

Market Surveillance Administrator

Christina Paradiso

Ressources naturelles Canada

Gerry Protti

Institut C.D. Howe

Laurie Pushor

Alberta Energy Regulator

Grant Sprague

Institut C.D. Howe

Andrew Swart

Deloitte

Chris Vivone

TC Energy

Recherche sur l'énergie, les ressources et l'infrastructure et publications choisies

Time to Reboot: The Federal ZEV Mandate Requires Flexibility

Janvier 2024 – Brian Livingston

Mind the Gap: The Impact of Budget Constraints on Ontario's Net Zero Plans

Mai 2024 – A.J. Goulding

Shaky Assumptions: The Hazards of Relying on Energy Scenarios in Federal Policy

Juin 2024 – Ben Brunnen

Smoothing the Path: How Canada Can Make Faster Major-Project Decisions

Juin 2024 – Charles DeLand et Brad Gilmour

The Big Squeeze: Lessons from the Trans Mountain Pipeline about the Costs of Invisible Bottlenecks

Août 2024 – G. Kent Fellows

Scaling Up: The Promise and Perils of Canada's Biofuels Strategy

Novembre 2024 – Werner Antweiler

Conseil de politique économique internationale

Coprésidents

Marta Morgan

Ancienne sous-ministre des Affaires étrangères,
Gouvernement du Canada

L'honorable Pierre S. Pettigrew

Ancien ministre des Affaires étrangères et ministre du
Commerce international

Membres

Stephen Beatty

Toyota Canada inc.

Stuart Bergman

Exportation et
Développement Canada

Dan Ciuriak

Institut C.D. Howe

John Curtis

Institut C.D. Howe

Robert Dimitrieff

Patriot Forge Co.

Rick Ekstein

Phaze 3 Management

Carolina Gallo

GE Vernova

Victor Gomez

Sun Life

Peter Hall

Institut C.D. Howe

Lawrence Herman

Institut C.D. Howe

Caroline Hughes

Ford du Canada Limitée

Jim Keon

Association canadienne du
médicament générique

Jean-Marc Leclerc

Honda Canada Inc.

Meredith Lilly

Université Carleton

Brendan Marshall

Rio Tinto

Michael McAdoo

Boston Consulting Group

Marcella Munro

Teck Resources

Jeanette Patell

YouTube Canada

Joanne Pitkin

Amazon Canada

Rob Stewart

Affaires mondiales Canada

Daniel Trefler

Rotman School of
Management

Ari Van Assche

HEC Montréal

Aaron Sydor

Affaires mondiales Canada

Recherche en politique commerciale et internationale et publications choisies

Verbatim: Furthering the Benefits of Global Economic Integration through Institution Building: Canada as 2024 Chair of CPTPP

Avril 2024 – Paul Jenkins et Mark Kruger

Countdown to the CUSMA Review – Pitfalls, Politics and Horse-trading Ahead

Juin 2024 – Lawrence L. Herman

Strengthening Global Supply Chains for Low-Emissions Technology: The Policy Playbook and the Trade-offs

Juillet 2024 – Ari Van Assche

Verbatim: Beware the Costly Spillovers from Bill C-282

Novembre 2024 – Daniel Schwanen

Verbatim: Closing the National Security Gap – Strengthening Canada's Trade Laws to Address Emerging Global Threats

Novembre 2024 – Lawrence L. Herman

The Reconfiguration of Global Supply Chains: Threats, Opportunities and Policy Options for Canada

Décembre 2024 – Daniel Schwanen et Ari Van Assche

Conseil sur la politique de la concurrence

Président

Elisa Kearney

Davies Ward & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Membres

Melanie Aitken

Bennett Jones S.E.N.C.R.L.,
s.r.l.

Timothy Brennan

University of Maryland ,
Baltimore County

Susan M. Hutton

Stikeman Elliott
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

**L'honorable Howard I.
Wetston, c.r.**

Institut C.D. Howe

Renée Duplantis

The Brattle Group

Calvin S. Goldman, c.r.

The Law Office of Calvin
Goldman, K.C.

Neil Campbell

McMillan S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Edward M. Iacobucci

Faculté de droit de
l'Université de Toronto

Ralph A. Winter

Sauder School of Business,
Université de la Colombie-
Britannique

George Addy

Davies Ward Phillips &
Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Omar Wakil

Torys S.E.N.C.R.L.

Marcel Boyer

CIRANO, Université de
Montréal

**Lawson A.W. Hunter, c.r.
LL.D**

Stikeman Elliott
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Margaret F. Sanderson

Charles River Associates

Roger Ware

Université Queen's

John Pecman

Fasken

Erika M. Douglas

Temple University Beasley
School of Law

Jason Gudofsky

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Navin Joneja

Blake, Cassels & Graydon
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Paul Johnson

Rideau Economics

Michelle Lally

Osler, Hoskin & Harcourt
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Recherche sur la réglementation, la concurrence et la croissance et publications choisies

**A Step Too Far: Enshrining Structural Presumptions
Governing Mergers in the Competition Act is Not Good
for Canada's Competitiveness**

Mars 2024

**So Far, So Good: C.D. Howe Institute Business Cycle
Council Declares Recession Avoided in 2022, 2023**

Mars 2024

**Uncertainty and the Burden of Proof in Canadian
Competition Law**

Mai 2024 – Edward M. Iacobucci

**Underequipped: How Weak Capital Investment Hurts
Canadian Prosperity and What to Do about It**

Septembre 2024 – William B.P. Robson et Mawakina Bafale

Conseil national

Président

David Dodge

Ancien gouverneur de la Banque du Canada; conseiller principal, Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Membres

Elyse Allan, C.M.

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Bob Baldwin

Marshall Cohen

Leo de Bever

David Denison

Rupert Duchesne

SciNov Inc.

Janet Ecker

Kilwaughter Consulting

Lawrence Herman

Cassidy Levy Kent

Michael Horgan

Tim Hudak

Counsel Public Affairs

Lawson Hunter

Stikeman Elliott
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Edward Iacobucci

Université de Toronto

Jason Kenney

Bennett Jones S.E.N.C.R.L.,
s.r.l.

Thorsten Koeppel

Université Queen's

Nicholas Le Pan

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Janice MacKinnon

R. Jeffrey Orr

Power Corporation of
Canada

Ken Peacock

Business Council of British
Columbia

Pierre Pettigrew

Sandra Pupatello

John Richards

Université Simon Fraser

Guy Saint-Jacques

Guy Savard

Osler, Hoskin & Harcourt
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Kathleen Taylor

Element Fleet
Management Corp.

Craig Thorburn

Leonard Waverman

Université McMaster

Alfred Wirth

HNW Investments S.A.

Susan Wolburgh Jenah

Aecon Group Inc.

Neil Yeates

Recherche sur la gouvernance et la responsabilité publiques et publications choisies

Smarter Government for Turbulent Times

Février 2024 – Evert A. Lindquist et Robert P. Shepherd

The Municipal Money Mystery: Fiscal Accountability in Canada's Cities, 2023

Avril 2024 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

Minding the Purse Strings: Major Reforms Needed to the Federal Government's Expenditure Management System

Septembre 2024 – John Lester

A New Monetary Policy Tool: The Real Neutral Rate Yield Curve for Canada

Octobre 2024 – Jeremy Kronick, Hashmat Khan et Matthew Soosalu

Fiscal Accountability by the Letters: The Report Card for Canada's Senior Governments, 2024

Novembre 2024 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir



En haut : Miranda Hubbs et Kathryn Bakos

En bas à gauche : Louis Gagnon et Lucy Main

En bas à droite : Janice Stein

ÉVÉNEMENTS DE 2024

Les tables rondes, les conférences et autres événements exclusifs à huis clos de l'Institut, auxquels on ne peut participer que sur invitation, réunissent des chefs d'entreprise, des dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires et des chercheurs de niveau supérieur pour des discussions importantes sur des enjeux en matière de politiques. L'Institut a organisé les événements suivants en 2024 (en ordre chronologique) :

Brad Gilmour et Grant Sprague

Supreme Court, Federal Overreach, and the Green Agenda

Webémission, 18 janvier

Jack Mintz et William B.P. Robson

Canada's Productivity Crisis: How Tax Reform Can Help

Conférence Mintz – Webémission, 22 janvier

Dawn Desjardins, Jean-François Perrault et Craig Wright

Chief Economists at the Podium: The Outlook for Canada's Economy in 2024

Déjeuner table ronde de Toronto, 24 janvier

L'honorable Anita Anand, présidente du Conseil du Trésor du Canada

A Discussion on the Fall Economic Statement and Refocusing Government Spending

Déjeuner table ronde de Toronto, 9 février

Commandité par : Bureau d'assurance du Canada

Paul Johnson, directeur municipal, Ville de Toronto

The State of Toronto's Finances: A Presentation by City Manager Paul Johnson

Déjeuner table ronde de Toronto, 13 février

John J. Hamre, président et chef de la direction, Center for Strategic and International Studies

US-Canada Defence Relations: Facing Volatile Politics in America

Série de webinaires des chercheurs 2024, 14 février

Don Drummond et William B.P. Robson

Recommandations préalables au budget

Webémission, 15 février

Bob Hamilton, commissaire, Agence du revenu du Canada

Orientations futures de l'ARC

Déjeuner table ronde de Toronto, 27 février

Commandité par : Intuit

Natalka Cmoc, ambassadrice du Canada en Ukraine

Ambassador's Briefing: Canada's Ambassador to Ukraine Reports on the State of the War and Future Bilateral Relations

Webémission, 29 février

Chris Davy, Jeff Labonté, Abigail Hunter et John Gallagher

Mission Critical: Securing a North American Rare Earths Value Chain

Déjeuner table ronde de Toronto, 5 mars

Commandité par : Torngat Metals

Son Excellence Ailish Campbell, ambassadrice du Canada auprès de l'Union européenne

EU Opportunities for Canada: Reflections on a Steadily Deepening Partnership

Webémission, 7 mars

Simon Gaudreault, Stephen Mill et Angela Splinter

Empty Seats: How Labour Shortages are Impacting SMEs

Webémission, 21 mars

William B.P. Robson, Heather Evans et Shawn Porter

Limits to Growth: How Bad Taxes are Crowding Out Reforms to Promote Work, Investment, and Prosperity

Déjeuner table ronde de Toronto, 26 mars

Deb Barnes, Jean-François (JF) Bureau et Saskia Goedhart

Over the Horizon: How Chief Risk Officers at Major Pension Funds Are Protecting Their Portfolios

Déjeuner table ronde de Toronto, 27 mars

Commandité par : Torys S.E.N.C.R.L

Tony Gaffney, Janet Krstevski et Humera Malik

Putting AI to Work: Identifying and Developing Talent for the Workforce of the Future

Déjeuner table ronde de Toronto, 28 mars

Commandité par : Accenture

David Card, professeur d'économie à la University of California, Berkeley et co-récipiendaire du prix Nobel d'économie 2021

Souper du Cercle des mécènes avec David Card, lauréat du prix Nobel, le 3 avril



En haut : Vaughn MacLellan, Pauline Mclean, Lisa Baiton et Christopher Sands

En bas à gauche : David Cohen

En bas à droite : Dr. Leah Cowen

Activités sur les politiques en 2024 (suite)

L'honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario

Budget provincial 2024 : Conversation avec le ministre des Finances de l'Ontario

Déjeuner table ronde de Toronto, 9 avril

Commandité par : Ford du Canada Limitée et Bruce Power

Michelle DiEmanuele, secrétaire du Cabinet de l'Ontario et greffière du Conseil exécutif, gouvernement de l'Ontario

Déjeuner table ronde de Toronto, 16 avril

Commandité par : Hydro One

Chris Forbes, sous-ministre des Finances du Canada

Séance de renseignements après le dépôt du budget avec Chris Forbes, sous-ministre des Finances du Canada

Déjeuner table ronde de Toronto, 18 avril

Commandité par : Intact Assurance

Ehren Cory et Brian J. Porter

Accelerating Growth with Infrastructure Banks: A Conversation with the Canada Infrastructure Bank and Ontario Infrastructure Bank

Déjeuner table ronde de Toronto, 23 avril

Commandité par : BLG

L'honorable Todd Smith, ministre de l'Énergie de l'Ontario

Déjeuner table ronde de Toronto, 25 avril

Commandité par : Bruce Power

Martin Wolf, CBE, commentateur économique en chef, Financial Times

The World Economy in a Polycrisis

Conférence annuelle Sylvia Ostry, 26 avril

Dr Bob Bell, Shaun Francis et Edith Rolko

Private Healthcare: Who pays, Who wins, Who loses in Ontario?

Déjeuner table ronde de Toronto, 30 avril

Commandité par : Johnson & Johnson

Unleashing Canada's Potential: A Collaborative Energy Policy Dialogue

Conférence en personne, les 1^{er} et 2 mai

Kevan Cowan et Grant Vingoe

A Discussion with the OSC on Its New Vision and Strategy: Inviting, Thriving and Secure Capital Markets

Déjeuner table ronde de Toronto, 3 mai

Commandité par : PwC

Peter Routledge, surintendant, Bureau du surintendant des institutions financières

Déjeuner table ronde de Toronto, 8 mai

Commandité par : Sagen

Le très honorable Stephen J. Harper

Déjeuner table ronde Hugh et Laura MacKinnon, 13 mai

Gary Edwards, Rhonda Goldberg, Judy Goldring et Elizabeth Mulholland

Are Canadians Financially Resilient?

Déjeuner table ronde de Toronto, 14 mai

Commandité par : Primerica

Steve Verheul, directeur, GT and Company; négociateur commercial en chef du Canada pour l'ACEUM et l'AECG

Table Stakes: Renewing CUSMA and Perspectives on the US Election

Déjeuner table ronde de Toronto, 15 mai

Commandité par : Global Automakers of Canada

Ambassadrice Nadia Theodore, Chef de la Mission permanente du Canada à Genève, Ambassadrice et Représentante permanente auprès de l'OMC, CNUCED, ITC et l'OMPI

The WTO at 30: Headwinds and Headway in Promoting Trade

Webémission, 16 mai

Daniel Brown, Mikal Skuterud et Rebekah Young

Rising Tide: Ontario's Place in the Changing Immigration Landscape

Déjeuner table ronde de Toronto, 28 mai

Does Canada Have a Debt Problem?

Conférence en personne, 30 mai

Commandité par : Fondation Max Bell

Housing Supply and Affordability: In Conversation with Professor Nathaniel Baum-Snow

Souper du Cercle des mécènes, 30 mai

Kelly Craft, Gary Doer et David MacNaughton

Canada-US Relations: The Road Ahead

Souper annuel des directeurs, 5 juin

Commandité par : Bennett Jones et Johnson & Johnson

Ben Gully, surintendant adjoint, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada

Preserving Effective Risk Governance at Regulated Institutions

Déjeuner table ronde de Toronto, 11 juin

Commandité par : Global Risk Institute



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
générale Jennie Carignan; David Card et Daniel Schwanen; Jennifer Bernard; George Trutina et Victor Dodig

Activités sur les politiques en 2024 (suite)

Joanna Eyquem et Glen Hodgson

Counting Our Blessings is Overdue: Putting a Value on Canada's Natural Assets

Déjeuner table ronde de Toronto, 12 juin

L'honorable James Moore et Janice Stein

Polarization, Geopolitics, and Corporate Partners: The New Global Economy

Conférence annuelle Kierans, 25 juin

Commandité par : Tom Kierans et Mary Janigan

Wilbur Ross, ancien secrétaire au Commerce des États-Unis

Déjeuner table ronde de Toronto, 4 septembre

John Hannaford, greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet

Déjeuner table ronde de Toronto, 12 septembre

Commandité par : Bureau d'assurance du Canada

Blake Goldring, Marcia Moffat et Kevin D. Strain

Strategies for Success: Risks and Opportunities Ahead for Asset Management

Déjeuner table ronde de Toronto, 18 septembre

Jennifer Bernard et Malcolm Burrows

Charitable Giving and the AMT: What You Need to Know

Déjeuner table ronde de Toronto, 19 septembre

Commandité par : Donald K. Johnson

Be it Resolved: Canada can turn a Trump Presidency from a threat into an opportunity

Le sixième débat Regent

24 septembre

Commandité par : Aaron Regent

Securing Canada's Digital Future: The Role of Cybersecurity

Conférence en personne en partenariat avec le Cybersecurity & Privacy Institute de l'Université de Waterloo

26 septembre

Commandité par : Mastercard

Mark Zandi, économiste en chef, Moody's Analytics

The Global Economic Impact of Harris vs Trump

Déjeuner table ronde de Toronto, 2 octobre

Commandité par : Sun Life

L'honorable Mike Harris, ministre de la Réduction des formalités administratives de l'Ontario

Cutting Through the Red Tape: In Conversation with The Honourable Mike Harris

Déjeuner table ronde de Toronto, 3 octobre

Bert Clark, Sacha Ghai et Blake Hutcheson

Global Investment Trends 2025

Déjeuner table ronde de Toronto, 8 octobre

Commandité par : Torys S.E.N.C.R.L et Bruce Power

David L. Cohen, ambassadeur des États-Unis auprès du Canada

Déjeuner table ronde de Toronto, 9 octobre

Commandité par : Ford du Canada Limitée

Victor G. Dodig, président et chef de la direction, CIBC

Déjeuner table ronde de Toronto, 10 octobre

Commandité par : BURNCO

Michelle Gallant, Christian Leuprecht et Jeff Simser

Bad Actors: Combatting Financial Crime in Canada

Déjeuner table ronde de Toronto, 15 octobre

Commandité par : Equifax

Jim Leech et Barbara Zvan

Pensions: What's Next for the Maple Revolutionaries?

Déjeuner table ronde de Toronto, 16 octobre

Commandité par : Torys S.E.N.C.R.L

Sara Wilshaw, Stuart Bergman et Pierre Cléroux

Shaping Canada's Future: Outlooks and Opportunities for Global Trade

Déjeuner table ronde de Toronto, 17 octobre

Guy Cormier, président et chef de la direction, Mouvement Desjardins

Navigating Canada's Productivity Crisis: Strategies for a Path Forward

Déjeuner table ronde de Toronto, 22 octobre

Commandité par : L'Association Canadienne de Financement et de Location

L'honorable Victor Fedeli, ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Déjeuner table ronde de Toronto, 29 octobre

Commandité par : Université de Toronto

Mairead Lavery, présidente et chef de la direction, Exportation et développement Canada

Déjeuner table ronde de Toronto, 31 octobre

Commandité par : Elevate Export Finance Corp

H.E. Madeleine Chenette, ambassadrice du Canada à l'OCDE

Webémission, 4 novembre



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
 Kevin Lee et Rosalie Wyonch; Coleen Volk et Colin Busby; John Horwood et Rebecca Horwood;
 Tala Khaki et Rachel Volynsky

Activités sur les politiques en 2024 (suite)

Nicole Giles, sous-ministre adjointe principale et sous-directrice des Politiques et des Partenariats stratégiques, Service canadien du renseignement de sécurité
Déjeuner table ronde de Toronto, 6 novembre
Commandité par : Deloitte

L'honorable Mark Holland, C.P., député, ministre de la Santé
Déjeuner table ronde de Toronto, 7 novembre

Michelle Acorn, Justin Bates et John Richards
Broadening Horizons: Expanding Healthcare Practice for Better Outcomes
Webémission, 7 novembre
Commandité par : Johnson & Johnson

Helen Angus, Marc Koehn et Gail Tomblin Murphy
Prescribing Innovation: AI as a Catalyst for Change
Déjeuner table ronde de Toronto, 12 novembre
Commandité par : Accenture

Housing Policy for a Growing Canada
Conférence en personne, 14 novembre
Commandité par : Federation of Rental Housing Providers of Ontario, Association canadienne de l'immeuble et Fitzrovia

Andrew Coyne, chroniqueur, *The Globe and Mail*
Souper du Cercle des mécènes, 19 novembre

Rob Carrick et Janet Ecker
Defined Benefit Pensions: Driving Economic Growth in Ontario
Déjeuner table ronde de Toronto, 21 novembre

Timothy Lane, ancien sous-gouverneur, Banque du Canada
Conférence annuelle David Laidler, 26 novembre

Gillian Brown, David Ross et Rachel Volynsky
Outlook for 2025: Expert Insights on Short and Long-term Investment Opportunities
Déjeuner table ronde de Toronto, 27 novembre

L'honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario
A Discussion on Ontario's Plan and the Fall Economic Statement
Déjeuner table ronde de Toronto, 28 novembre
Commandité par : Bruce Power

Ryan MacDonald et Dr. Nicole Mittmann
Beyond Algorithms: AI Solutions for Canada's Healthcare System
Webémission, 28 novembre
Commandité par : Johnson & Johnson

L'honorable Michael Tibollo, ministre associé délégué à la Santé mentale et à la Lutte contre les dépendances
Mental Health for Everyone: Innovations and Accessibility
Webémission, 2 décembre
Commandité par : Johnson & Johnson

Général Rick Hillier et Jeffrey J. Kroeker
Time to Step Up: Why Corporate Canada Must Advocate for Higher Defence Spending
Déjeuner table ronde de Toronto, 5 décembre

Karen Stintz, John Tory et Peter Wallace
Toronto's Troubles: Unpacking the City's Challenges & Solutions
Déjeuner table ronde de Toronto, 10 décembre

Générale Jennie Carignan, chef d'état-major de la Défense, Forces armées canadiennes
Déjeuner table ronde de Toronto, 11 décembre
Commandité par : Medcan



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
 Jeremy Kronick et Martin Wolf; Parisa Mahboubi et Sara Dick; Maud Murray et Mike Harris;
 Heather Chalmers et Lesley Gallinger

COMMANDITAIRES EN 2024

SOUPERS SUR LES POLITIQUES

Aaron Regent



Bennett Jones

CONFÉRENCES SUR LES POLITIQUES



Max Bell
Foundation



WEBINAIRES, DÉJEUNERS TABLES RONDES ET CONFÉRENCES



Johnson
& Johnson

TORYS
LLP





LES MEMBRES DE L'INSTITUT EN 2024

PARTICULIERS

Lalit Aggarwal
Elyse Allan
Keith Ambachtsheer
Richard Anderson
Andrée Appleton
James Appleyard
Dany Assaf
James Baillie
Bruce Barker
Robert Barrett
George Bezaire
Thomas Bogart
Jonathan Bright
Scott Burns
Peter Buzzi
Justin Caldwell
Robert Caldwell
John F. Campbell
John Campion
Bert Clark
Edmund Clark
Marshall Cohen
David Collyer
Kevin Comeau
Randolph Cousins
David Crane
John Crow
Zhe-hang Deng
David Denison
Hélène Desmarais
Edward Devlin
Peter van Dijk
David Dodge
Laura Dottori-Attanasio
Robert Dunlop
Janet Ecker
Gary Edwards
David Don Ezra
William Falk
James Feehan
Angela Ferrante
Paul Fletcher

Briar Foster
Robert Gold
Blake Goldring
A.J. Goulding
Peter Goring
John Grant
Barry Gros
Kelsey Gunderson
Michael Gundy
Geoffrey Hale
Graham Hallward
Malcolm Hamilton
Raza Hasan
Claudia Hepburn
Graeme Hepburn
Lawrence Herman
James Hinds
Tim Hodgson
Michael Horgan
Bryan Horrigan
Rebecca Horwood
Richard Howson
H. Douglas Hunter
Richard Ivey
Mary Janigan
Susan Wolburgh Jenah
Donald Johnson
Jon Johnson
Brian Johnston
Robert Kaplan
Anna Kennedy
Claire Kennedy
Sheryl Kennedy
Jim Keohane
Jan Kestle
Thomas Kierans
Michael Landry
David LeGresley
Brian Levitt
Henry Lotin
Cyrus Madon
Paul Martin
R.B. Matthews
Daniel McClure

James McIlroy
Esther McNeil
Jack Mintz
Bruce Mitchell
Ronald Mock
William Molson
Gary Mooney
Angelo Nikolakakis
Joe Nunes
Nick Pantaleo
Stephane Paris
Dani Peters
Kane Porter
Theresa Redburn
Robert Richards
Christine Robson
Helen Robson
William B.P. Robson
David Rogan
George Rossolatos
Timothy Runge
Mohit R. Sahní
Walter Schroeder
Daniel Schwanen
Gerald Schwartz
Lawrence Schwartz
Helen Sinclair
Geoff Smith
Paul Stanley
Michael Stein
James K. Stewart
Daniel Sullivan
Richard Tattersall
John Tennant
Simon Thang
Keith Thompson
Craig Thorburn
Tom Trimble
Annette Verschuren
Warren Viegas
Mark Walker
John Wilkinson
Alfred Wirth
David Wishart

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

Université Carleton
HEC Montréal
Humber College Institute of
Technology & Advanced Learning
Université McMaster
Université Northeastern
Université Queen's
Université de Toronto
Université Western

ASSOCIATIONS, FONDACTIONS ET SOCIÉTÉS

3 Sixty Public Affairs Inc.
Accenture
AGF Management Limited
Alberta Blue Cross
Alberta Central
Alberta Investment Management
Corporation
Algoma Central Corporation
Amazon Canada
Amgen Canada Inc.
Apotex Inc.
Aspenleaf Energy Limited
Association canadienne des
administrateurs de régimes de
retraite
ATCO Ltd.
Aviva Canada
Axia Real Assets
BC Pension Corporation
BD Canada
BDG & associés
Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.
BlackRock
Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./
s.r.l.
BMO Groupe financier
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L.,
S.R.L.
Boston Consulting Group Canada ULC
Brookfield Asset Management Inc.
Brown Mills Klinck Prezioso LLP

Bruce Power
Building Industry and Land
Development Association
BURNCO & Tricycle Lane
Business Council of British Columbia
Conseil canadien des affaires
Banque de développement du
Canada
CAAT Pension Plan
Caisse de dépôt et placement du
Québec
Canaccord Genuity Corp.
Corporation de développement des
investissements du Canada
Canada Guaranty
Banque de l'infrastructure du Canada
Société canadienne d'hypothèques et
de logement
Office d'investissement du régime de
pensions du Canada
Association canadienne des
producteurs pétroliers
Association des banquiers canadiens
Société canadienne du sang
Canadian Business Growth Fund
Association canadienne des
coopératives financières
Association Canadienne de
Financement et de Location
Association Canadienne du Gaz
Association canadienne du
médicament générique
Banque Canadienne Impériale de
Commerce
Institut canadien d'information sur la
santé
Organisme canadien de
réglementation des investissements
Association canadienne des
compagnies d'assurance de
personnes inc.
Association canadienne de
l'immeuble
Fondation Canadian Scholarship
Trust
Association canadienne d'études
fiscales
Association canadienne des
télécommunications
Société Canadian Tire, limitée
Canadians for Clean Prosperity
Candor Investments Ltd.

CANNEX Financial Exchanges Limited
Capital Power Corporation
CBRE Limited
Cenovus Energy Inc.
Chegg Inc.
Association canadienne de l'industrie
de la chimie
Collèges Ontario
CPA Ontario
CSA Group
DBRS
Deloitte
Groupe Desjardins
Fondation canadienne Donner
Earncliffe Strategies
EastLink
Economap Inc.
Edwards Lifesciences (Canada) Inc.
EIDCA Specialty Products Company
E-L Financial Corporation Limited
Elevate Export Finance Corp.
EllisDon Corporation
Empire Communities
Enbridge Inc.
Association canadienne du logiciel de
divertissement
Banque Équitable
Exportation et développement
Canada
Fasken
Federated Co-operatives Limited
Federation of Rental Housing
Providers of Ontario
Fidelity Investments
Fiera Capital
Financial Resilience Institute
First National Financial LP
FleishmanHillard Highroad
Ford du Canada Limitée
Fuse Strategy
GE Santé
GE Vernova
Global Risk Institute
goeasy Ltd.
Google Canada Inc.
GWN Capital Management Ltd.
H&R Block Canada, Inc.
Hazelview Investments Inc.
Healthcare of Ontario Pension Plan
Home Trust Company
Honda Canada Inc.
Hugessen Consulting

Les membres de l'Institut en 2024 (suite)

Hydro One Networks Inc.
Hydro Ottawa Holding Inc.
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
Indeed
Independent Electricity System Operator
Innovative Medicines Canada
Association des courtiers d'assurances du Canada
Bureau d'assurance du Canada
Intact Corporation financière
Interac Corp.
Intuit Canada
Investment Management Corporation of Ontario
J.P. Morgan Chase & Co.
Fondation Jackman
Johnson & Johnson Inc. Canada
KingSett Capital Inc.
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Letko, Brosseau and Associates Inc.
Local Authorities Pension Plan
Loyalist Public Affairs
Maclab Development Group
Magris Performance Materials Inc.
Manuvie
Market Surveillance Administrator
Mastercard Canada
Matco Investments Ltd.
Mattamy Homes
Fondation Max Bell
McCain Foods Limited
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Les Restaurants McDonald's du Canada Limitée
McKesson Canada
Medavie Health Services
Medcan Health Management Inc.
Merck Canada Inc.
Meridian Credit Union Limited
Metro Inc.
Metrolinx
Mitacs
Mohawk Medbuy Corporation
Moody's
Morgan Meighen & Associates Limited
Banque Nationale du Canada
NAV CANADA

Normandin Beaudry
Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.
NOVA Chemicals Corporation
NuVista Energy Ltd.
OMERS
Ontario Long Term Care Association
Ontario Power Generation Inc.
Ontario Real Estate Association
Ontario Retirement Communities Association
Ontario Sewer and Watermain Construction Association
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
OPTrust
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Parkland Corporation
Pathways Alliance
Patriot Forge Co.
Payments Canada
Pembina Pipeline Corporation
Persis Holdings Ltd
Pfizer Canada Inc.
Phaze 3 Associates
Pomerleau Inc.
Power Corporation of Canada
PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Primerica Life Insurance Company of Canada
Progressive Contractors Association of Canada
Société d'indemnisation en matière d'assurances
Qube Investment Management Inc.
Randstad
RBC
Realstar Group
Regina & Region Home Builders' Association
Residential Construction Council of Ontario
Rio Tinto Alcan
Robert Half
Rogers Communications Inc.
Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Sagard Holdings

Sagen
Saskatchewan Realtors Association
Banque Scotia
SE Health
Siemens Healthcare Limited
Southlake Regional Health Centre
Starlight Investments
Strategy Corp Inc
Summerhill Capital Management
Sun Life
TC Energy Corporation
Groupe Financier Banque TD
Teck Resources Limited
TELUS
La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
The Conference for Advanced Life Underwriting
The Explorers and Producers Association of Canada
Institut des fonds d'investissement du Canada
The Woodbridge Company Limited
TikTok Canada
TMX Group Inc.
Toronto Leadership Centre
TorQuest Partners Inc.
Torys S.E.N.C.R.L.
Tourmaline Oil Corp.
Toyota Canada Inc.
TransAlta Corporation
Trucking HR Canada
Uber Canada, Inc
University Pension Plan
Vale
Valero Energy Inc.
Vector Institute
VersaBank
Visa Canada
Wealthsimple
Weston Forest
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail



En haut : Souper annuel des directeurs – *Canada-US Relations: The Road Ahead*

En bas à gauche : Katie Monteith et Nissa Shariff

En bas à droite : Scott Burns et Grace Kwok

LE PERSONNEL DE L'INSTITUT

CHARGÉS DE RECHERCHE EN 2024

CHARGÉS DE RECHERCHE INVITÉS

Steven Ambler
Catherine Beaudry
Gherardo Caracciolo
Dan Ciuriak
Janet Davidson
Don Drummond
Kent Fellows
Katherine Fierlbeck
Peter Hall
Glen Hodgson
Edward Iacobucci
David Jones
Thorsten Koeppl
John Lester
Miwako Nitani
Anindya Sen
Mikal Skuterud
Ari Van Assche
Mark Zelmer

CHARGÉS DE RECHERCHE PRINCIPAUX

Elyse Allan
Richard Alvarez
Richard Anderson
John Armstrong
Robert Bell
Paul Bourque
Kathryn Bush
Alister Campbell
Christy Clark
John Crow
John Curtis
Ben Dachis
Bev Dahlby
Kevin Dancey
Leo de Bever
Joanne De Laurentiis
Edward Devlin
Dwight Duncan
Timothy Duncanson

Janet Ecker
Kenneth G Engelhart
William Falk
Angela Ferrante
Claude Forget
Malcolm Hamilton
Ken Hartwick
Lawrence Herman
Fred Horne
Philip Howell
Jamey Hubbs
Lawson Hunter
Mitzie Hunter
Paul Jenkins
Maureen Jensen
Jon Johnson
Jason Kenney
Jim Keohane
Thomas Kierans
John Knubley
Timothy Lane
Guillaume Lavoie
Nicholas Le Pan
Sheila Leggett
Louis Lévesque
Wendy Levinson
Peter Levitt
Brian Lewis
Pierre Lortie
Jeffrey Lozon
Stephen Lucas
Bonnie Lysyk
Janice MacKinnon
John Manley
David Marshall
Jim McCarter
Michael McNair
Brian Mills
Jack Mintz
Ronald Mock
Bernard Morency
John Murray
Hugh O'Reilly
Stephen Orsini
David O'Toole
Nick Pantaleo
John Pecman
Gerard Protti
Sandra Pupatello
Nobina Robinson

Mark Romoff
Henri-Paul Rousseau
Jeremy Rudin
Ian Russell
Marcel Saulnier
Shirlee Sharkey
Mark Smith
Grant Sprague
John Stackhouse
Debra Steger
James K. Stewart
Frank Swedlove
Gordon Thiessen
Travis Toews
Miville Tremblay
Peter van Dijk
Edward Waitzer
Peter Wallace
Leonard Waverman
Harvey Weingarten
Peter Weltman
Howard Wetston
William White
Kenneth Whyte
Donald Wright
Barbara Zvan

CHARGÉS DE RECHERCHE

Charles Beach
Åke Blomqvist
Marcel Boyer
John Chant
Miles Corak
Michael Devereux
Donald Dewees
Wendy Dobson
Pierre Duguay
Pierre Fortin
Adam Found
John Helliwell
Ian Irvine
David Johnson
Cally Jordan
David Laidler
David Longworth
Ryan Manucha

Deirdre McCloskey
Angelo Melino
Miwako Nitani
Michael Parkin
Luba Petersen
John Richards
Isabelle Salle
William Scarth
Tammy Schirle
Pierre Siklos
Arthur Sweetman
Steven Tobin
Michael Trebilcock
Daniel Trefler
Thomas Wilson
Jennifer Zelmer

CHARGÉS DE RECHERCHE INTERNATIONAUX

David Andolfatto
Timothy Brennan
Martin Eichenbaum
Peter Howitt
Beatriz Leycegui
Gardoqui
Mark Stabile
Lawrence White



En haut à gauche : Craig Seeley, Tammy Trepanier, Mitch Tentsos, Adi Malev et Tala Khaki

Milieu gauche : Peter Weltman et Nicholas Dahir; Au milieu à droite : Christopher Lawson et Angelica Kakridas

En bas à gauche : Aline Emirzian et Dharti Thakkar; En bas à droite : Percy Sherwood, Lauren Malyk et Zain Rashid

PERSONNEL DE L'INSTITUT

Mawakina Bafale

Agent de recherche

Ana Remedios Bondoc

Coordonnatrice de bureau

Colin Busby

Directeur, Engagement en matière de politiques

Nikita Campbell

Agente des médias numériques

Nairy Cappiello

Agente principale des ressources humaines

James Cottrill

Agent principal de développement

Nicholas Dahir

Agent de recherche

Charles DeLand

Codirecteur de la recherche

Aline Emirzian

Gestionnaire, Services généraux

Tasnim Fariha

Analyste de politique principale

James Fleming

Vice-président, éditeur

Rowena Jeffers

Contrôleuse

Holly Joys

Coordonnatrice principale du développement et des relations avec les membres

Angelica Kakridas

Agente de programmes

Tala Khaki

Agente de programmes

Hal Koblin

Directeur de l'avancement de la recherche

Jeremy Kronick

Vice-président, Analyse économique et stratégie, directeur du Centre de la politique financière et monétaire

Alexandre Laurin

Vice-président et directeur de la recherche

Christopher Lawson

Agent principal de développement

Colin MacKenzie

Éditeur, *Intelligence Memos*

Parisa Mahboubi

Analyste de politique principale

Adi Malev

Planificatrice d'événements

Lauren Malyk

Gestionnaire, Communications

Stéphane Paris

Directeur du développement et des relations avec les membres

Christa Perez

Coordonnatrice de la recherche

Joan Price

Secrétaire générale et assistante de direction auprès du président-directeur général

Zain Rashid

Agent du développement, conseils de politiques

William B.P. Robson

Président-directeur général

Raquel Schneider

Agente des communications

Daniel Schwanen

Vice-président principal

Craig Seeley

Agent principal de programmes

Percy Sherwood

Rédacteur en chef adjoint et agent des communications

Mitch Tentsos

Planificateur principal d'événements

Dharti Thakkar

Coordonnatrice des finances

Tammy Trepanier

Planificatrice principale d'événements

Rosalie Wyonch

Codirectrice de la recherche

Tingting Zhang

Analyste de politique subalterne

Yang Zhao

Agente principale, Conception graphique et image de marque

ÉTATS FINANCIERS DE INSTITUT C.D. HOWE

31 DÉCEMBRE 2024

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
l'Institut C.D. Howe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut C.D. Howe (l'« Institut »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 1 mai 2025

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Notes	2024 \$	2023 \$
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		8 245 335	6 771 497
Placements à court terme	4	—	1 585 435
Débiteurs		345 776	587 516
Charges payées d'avance		216 326	131 051
		8 807 437	9 075 499
Placements à long terme	4	6 261 452	5 265 154
Immobilisations	5	255 124	169 224
		15 324 013	14 509 877
Passif			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	6	197 783	387 642
Produits reportés		3 676 711	3 930 874
		3 874 494	4 318 516
Passifs à long terme			
Apports en capital reportés		—	22 126
Loyers reportés		76 377	28 814
		76 377	50 940
		3 950 871	4 369 456
Soldes de fonds			
Fonds investi en immobilisations	7	255 124	147 098
Fonds de fonctionnement		4 856 566	4 728 169
Fonds de dotation	8	6 261 452	5 265 154
		11 373 142	10 140 421
		15 324 013	14 509 877

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration,

président du conseil

président du comité d'audit, des finances et des risques

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Notes	2024 \$	2023 \$
Produits			
Apports et contributions		6 482 453	5 775 768
Produits tirés d'événements		1 444 364	1 628 339
Produits financiers – gains réalisés		394 567	354 566
Produits tirés de contrats		405	1 313
Produits financiers – (pertes) gains latents sur les placements liés au fonds de fonctionnement		(1 536)	26 784
Vente de publications		3 897	3 565
		8 324 150	7 790 335
Charges			
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets	9	7 955 917	7 519 905
Amortissement		131 810	130 292
		8 087 727	7 650 197
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		236 423	140 138

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Notes	Fonds investi en immobilisations \$	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2024 Total \$	2023 Total \$
Soldes au début de l'exercice		147 098	4 728 169	5 265 154	10 140 421	9 804 257
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges pour l'exercice		(109 684)	346 107	—	236 423	140 138
Gains latents sur les placements au cours de l'exercice	8	—	—	579 786	579 786	176 141
Produits financiers	8	—	—	200 779	200 779	220 302
Transfert aux produits reportés au cours de l'exercice	8	—	—	(174 267)	(174 267)	(200 417)
Transfert des produits reportés au cours de l'exercice	8	—	—	390 000	390 000	—
Achat d'immobilisations		217 710	(217 710)	—	—	—
Soldes à la fin de l'exercice		255 124	4 856 566	6 261 452	11 373 142	10 140 421

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Notes	2024 \$	2023 \$
Activités d'exploitation			
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		236 423	140 138
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations		131 810	130 292
Amortissement des apports en capital reportés		(22 126)	(23 964)
Pertes (gains) latents sur les placements liés au fonds de fonctionnement		1 536	(26 784)
Gains latents sur les placements liés au fonds de dotation		579 786	176,141
Désactualisation des loyers reportés		81 156	—
Amortissement des loyers reportés		(33 593)	(31 452)
		974 992	364 371
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement			
Débiteurs		241 740	(330 093)
Charges payées d'avance		(85 275)	(39 674)
Créditeurs et charges à payer		(189 859)	187 680
Produits reportés		(254 163)	(126 947)
		687 435	55 337
Activités d'investissement			
Achat d'immobilisations		(217 710)	(91 329)
Achat de placements		(1 653 937)	(2 503 607)
Produit de la vente de placements		2 241 538	2 277 228
		369 891	(317 708)
Activités de financement			
Dotations et produits financiers, moins les transferts	8	416 512	19 885
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		1 473 838	(242 486)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		6 771 497	7 013 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		8 245 335	6 771 497
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :			
Trésorerie		338 915	280 619
Équivalents de trésorerie		7 906 420	6 490 878
		8 245 335	6 771 497

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

1. Description de l'organisme

L'Institut C.D. Howe (l'« Institut ») est un organisme sans but lucratif et indépendant créé à des fins d'éducation et de recherche. Il effectue des analyses indépendantes, commente les enjeux liés aux politiques publiques et convertit ses recherches spécialisées en mesures concrètes pouvant être prises par le gouvernement et le secteur privé. L'Institut est un organisme de bienfaisance enregistré et exonéré d'impôt en vertu du paragraphe 149 (1) (f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il a été constitué en société par actions en vertu de la Partie II de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 23 avril 1958 et prorogé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le 6 juin 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, publiées par les Comptables professionnels agréés du Canada, au moyen de la méthode du report, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

Apports

Les apports sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, à moins de restrictions résultant de directives précisées par le donateur, auquel cas les apports sont reportés jusqu'à ce que les charges admissibles soient engagées. Les apports de matières et de services utilisés dans le cours normal des activités de l'Institut sont comptabilisés à leur juste valeur lorsque les montants peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dotations sont comptabilisées comme des augmentations directes des soldes de fonds. Les transferts des fonds de dotation vers les produits reportés sont comptabilisés conformément aux ententes convenues avec les donateurs.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur lorsque l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers, à l'exception des placements, sont évalués au coût amorti. L'Institut a décidé d'utiliser l'option de la juste valeur aux fins de l'évaluation des placements, et toute variation subséquente de la juste valeur est comptabilisée dans l'état des résultats.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer si une indication de dépréciation existe. Dans l'affirmative, l'actif est déprécié et la perte de valeur connexe est comptabilisée dans l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts productifs d'intérêts qui sont remboursables à vue et les titres canadiens dont les dates d'échéance initiales sont de trois mois ou moins.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2024

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Placements

Les placements sont comptabilisés d'après leur date de règlement, et tous les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût au moment de l'acquisition. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire selon un taux annuel de 33⅓ % pour le matériel électronique, le matériel informatique et les logiciels et un taux annuel de 10 % pour le mobilier, les agencements et le matériel. Le matériel de conférence est amorti selon le mode linéaire sur six ans. L'affichage et les améliorations locatives sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Publications

Les publications ne sont pas comptabilisées à titre de stocks. Les coûts sont comptabilisés pour les publications dont la rédaction est en cours. Tous les coûts liés aux publications qui, à la fin de l'exercice, en sont à l'étape de la production sont passés en charges.

Apports en capital reportés

Les apports en capital reportés représentent les fonds reçus aux fins des améliorations locatives des bureaux et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Loyers reportés

Les loyers reportés, composés des commissions de location, des loyers gratuits et des loyers réduits, sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. Les résultats réels peuvent différer des estimations utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers. Des estimations sont utilisées pour comptabiliser certains éléments, y compris, mais sans s'y limiter, les charges à payer, les produits reportés et la durée de vie utile des immobilisations.

Description des fonds

Fonds de fonctionnement

Les montants reçus, utilisés ou détenus par l'Institut à des fins de recherche et d'éducation sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement.

Fonds de dotation

Les fonds de dotation représentent les montants reçus donnés à titre de dotation par un tiers ainsi que tous les produits financiers désignés comme n'ayant pas été dépensés.

Fonds investi en immobilisations

Dans le fonds investi en immobilisations est comptabilisé le coût des immobilisations engagé par l'Institut, moins l'amortissement cumulé et les apports en capital reportés non amortis.

INSTITUT C.D. HOWE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2024

3. Engagements

L'Institut détient un bail visant des locaux situés au 67 Yonge Street, à Toronto, en Ontario, qui viendra à échéance le 31 août 2025. En 2024, l'Institut a conclu un nouveau bail pour les locaux situés au 110 Yonge Street, à Toronto, en Ontario, qui viendra à échéance le 30 septembre 2040. Les engagements minimaux futurs (excluant les frais d'exploitation) en vertu de ces baux se détaillent comme suit :

	\$
2025	152 856
2026	305 824
2027	305 824
2028	305 824
2029 et par la suite	3 894 236
	4 964 564

4. Placements

Les placements sont comptabilisés comme suit :

	2024 Total \$	2023 Total \$
À court terme	—	1 585 435
À long terme	6 261 452	5 265 154
	6 261 452	6 850 589
Placements composés des éléments suivants :		
Titres à revenu fixe	1 996 585	3 426 979
Titres de capitaux propres canadiens	930 220	792 878
Titres de capitaux propres internationaux	3 334 647	2 630 732
	6 261 452	6 850 589

Le coût initial des placements s'élevait à 5 173 000 \$ (6 325 265 \$ au 31 décembre 2023).

INSTITUT C.D. HOWE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2024

5. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2024 Valeur comptable nette	2023 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Mobilier, agencements et matériel	452 039	441 000	11 039	20 707
Matériel informatique et logiciels	1 318 080	1 238 273	79 807	26 555
Matériel électronique	86 596	85 192	1 404	1 405
Matériel de conférence	142 685	88 444	54 241	67 716
Affichage	15 674	15 674	—	1 751
Améliorations locatives	867 828	759 195	108 633	51 090
	2 882 902	2 627 778	255 124	169 224

6. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer comprennent un montant de 2 685 \$ (1 301 \$ en 2023) à l'égard de sommes à remettre à l'État.

7. Fonds investi en immobilisations

Le solde du fonds investi en immobilisations est composé des éléments suivants :

	2024 \$	2023 \$
Immobilisations (note 5)	255 124	169 224
Apports en capital reportés	—	(22 126)
	255 124	147 098

8. Fonds de dotation

	Roger Phillips \$	Jack Mintz \$	Études spéciales \$	Sylvia Ostry \$	Politique monétaire \$	2024 Total \$	2023 Total \$
Solde au début de l'exercice	641 304	266 925	2 049 757	786 978	1 520 190	5 265 154	5 069 128
Gains latents	62 506	28 250	234 485	86 905	167 640	579 786	176 141
Produits financiers	30 060	11 816	71 657	29 436	57 810	200 779	220 302
	92 566	40 066	306 142	116 341	225 450	780 565	396 443
Transfert aux produits reportés	(57 556)	(16 000)	(21 297)	(25 003)	(54 411)	(174 267)	(200 417)
Transfert des produits reportés	200 000	—	190 000	—	—	390 000	—
Solde à la fin de l'exercice	876 314	290 991	2 524 602	878 316	1 691 229	6 261 452	5 265 154

Le fonds de dotation Roger Phillips a été constitué dans le but de favoriser les échanges en matière de politique sociale. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Jack Mintz a été constitué afin de financer la visite annuelle d'un expert éminent et la tenue d'un séminaire sur l'économie par ce dernier. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié aux études spéciales a été constitué afin de soutenir des projets spéciaux qui, autrement, seraient difficiles à financer au moyen des cotisations annuelles des membres. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Sylvia Ostry a été constitué dans le but d'organiser une conférence annuelle au nom de Sylvia Ostry sur un thème lié à la politique économique internationale, à laquelle participera un conférencier de marque. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié à la politique monétaire a été constitué en 2009 afin de soutenir la recherche, la production de publications et des événements permettant de mieux comprendre la politique monétaire canadienne et de fournir des conseils à cet égard. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Au cours de l'exercice, conformément aux souhaits des donateurs, un montant cumulatif de 174 267 \$ au titre des produits financiers réalisés (200 417 \$ en 2023) a été transféré aux produits reportés aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2025 à 2028.

Au cours de l'exercice, un montant de 200 000 \$ (néant en 2023) a été transféré des produits reportés vers le Fonds de dotation Roger Phillips, et un montant de 190 000 \$ (néant en 2023) a été transféré des produits reportés vers le Fonds de dotation lié aux études spéciales aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2025 à 2028.

Les fonds de dotation ont été investis dans des placements à long terme (note 4).

9. Régime de retraite

L'Institut est le promoteur d'un régime enregistré d'épargne-retraite collectif et d'un régime de retraite à prestations définies à l'intention de ses employés. La responsabilité de l'Institut se limite à verser des cotisations de contrepartie pour l'exercice, et celles-ci se sont élevées à 163 031 \$ (154 979 \$ en 2023).

L'Institut est le promoteur d'un régime de retraite agréé à cotisations définies, et les cotisations pour l'exercice se sont élevées à 52 077 \$ (56 503 \$ en 2023).

10. Garanties

Dans le cours normal des activités, l'Institut conclut des ententes qui répondent à la définition de garantie. Les principales garanties de l'Institut sont les suivantes :

- a) Dans le cadre d'un contrat de location, l'Institut a pris des engagements d'indemnisation visant l'utilisation d'installations d'exploitation. Selon les modalités de ce contrat, l'Institut a accepté d'indemniser les contreparties pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, toutes les obligations, pertes et poursuites et tous les dommages-intérêts survenant pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- b) Une indemnisation a été accordée à tous les administrateurs et dirigeants de l'Institut pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, tous les coûts de règlement de poursuites ou d'actions en justice occasionnées par leur association avec l'Institut, sous réserve de certaines restrictions. L'Institut a souscrit une assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants afin de réduire le coût de toute poursuite ou action en justice éventuelle future. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais se limite à la période au cours de laquelle la partie indemnisée a agi à titre de fiduciaire, d'administrateur ou de dirigeant de l'Institut. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- c) Dans le cours normal des activités, l'Institut a conclu des ententes qui prévoient l'indemnisation de tiers, notamment des ententes de confidentialité, des lettres de mission qui l'engagent envers des conseillers et des consultants, des contrats d'impartition, des contrats de location, des contrats liés aux technologies de l'information et des contrats de service. Aux termes de ces ententes d'indemnisation, l'Institut peut être tenu d'indemniser des contreparties pour les pertes subies par celles-ci par suite de manquements à l'égard de déclarations, de violations de la réglementation, de demandes d'indemnisation liées à des litiges ou de sanctions légales imposées aux contreparties par suite de la transaction. Les modalités d'application de ces indemnisations ne sont pas définies de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement éventuel ne peut être raisonnablement estimé.

La nature de ces ententes d'indemnisation empêche l'Institut d'estimer de façon raisonnable l'exposition maximale en raison des difficultés liées à l'évaluation du montant du passif qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties. Par le passé, l'Institut n'a pas effectué de paiements considérables en vertu de ces ententes d'indemnisation ou d'ententes similaires; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers relativement à ces ententes.

11. Gestion du risque

L'Institut se conforme à un énoncé des politiques de placement, qui comprend les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les directives en matière de gestion de ses placements.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des prix du marché, que celles-ci résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché. Dans le but d'atténuer ce risque, l'Institut investit dans un portefeuille de placements diversifiés conformément à son énoncé des politiques de placement.

Risque de taux d'intérêt

L'Institut est exposé au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements. Les variations du taux d'intérêt préférentiel peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les produits d'intérêts de l'Institut. Une telle exposition augmentera en conséquence si l'Institut maintient un niveau d'investissement plus élevé dans l'avenir.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation et cause à l'autre partie une perte financière. Les politiques en matière de placement de l'Institut fournissent une définition des placements autorisés et prévoient des directives et des restrictions en ce qui a trait aux placements acceptables, ce qui réduit le risque de crédit.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue par suite des variations des taux de change. L'Institut investit dans des titres non canadiens et, par conséquent, il est directement exposé au risque de change, étant donné que la valeur des titres libellés en devises fluctuera en raison des variations des taux de change.

12. Montants comparatifs

Certains montants comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de l'exercice considéré.

DEVENEZ MEMBRE

Votre adhésion constitue un investissement philanthropique dans des travaux de recherche visant à faire progresser les systèmes, les structures et les politiques qui soutiennent nos entreprises et à améliorer le bien-être économique et social de tous les Canadiens. L'appui que vous fournissez à cet effort est d'une grande importance pour l'Institut.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'Institut, veuillez prendre contact avec : Stéphane Paris au 416-937-0718, ou à SParis@cdhowe.org

APPUYEZ L'INSTITUT

Votre soutien personnel est essentiel pour permettre à l'Institut d'accroître son influence sur les politiques. L'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance, vous demande de prendre quelques instants pour faire un don personnel dès aujourd'hui. Pour faire votre don, vous pouvez nous téléphoner au 416 865-1904 ou envoyer un courriel à cdhowe@cdhowe.org.

PRENEZ CONTACT AVEC NOUS

Vous pouvez prendre contact avec nous par téléphone au 416 865-1904 ou sur notre site Web : cdhowe.org.

Institut C.D. Howe

67, rue Yonge, bureau 300, Toronto (Ontario) M5E 1J8

Crédits : Nikita Campbell, agente des médias numériques, Lauren Malyk, gestionnaire, Communications, et Percy Sherwood, rédacteur en chef adjoint et agent des communications; conception par Yang Zhao, agente principale, Conception graphique et image de marque.



www.cdhowe.org

Institut C.D. Howe, 67, rue Yonge, bureau 300, Toronto (Ontario) M5E 1J8